

FEUX DE FORÊT
39 incendies
maîtrisés en 24
heures

P 16

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

L'Algérie, un acteur central

L'Algérie continue de renforcer sa position en tant qu'acteur central dans l'intégration économique africaine. Elle mise sur ses infrastructures pour renforcer les échanges avec le continent et contribuer notamment à l'émergence de corridors économiques africains.

À travers une vision pragmatique basée sur le renforcement de la connectivité terrestre, maritime, aérienne et numérique, l'Algérie entend consolider son rôle dans le processus d'intégration économique africaine en plaçant la coopération Sud-Sud comme une priorité. P 3

APPROVISIONNEMENT
DU MARCHÉ

**Déstockage du
poulet congelé
à 350 DA/kg**

L'opération de déstockage du poulet congelé disponible au niveau des points de vente relevant des entreprises du Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (AGROLOG) a été lancée à partir de ce lundi, à l'échelle nationale, au prix de 350 DA/kg, en prévision de la célébration du Mawlid Ennabaoui, a indiqué un communiqué du groupe.

P 2

ÉNERGIE ET ÉNERGIES
RENOUVELABLES

**Le secteur prépare
déjà l'été 2027**

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présidé, hier, au siège de son département ministériel, une réunion restreinte de la commission de coordination sectorielle, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques liés à l'activité du secteur. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets énergétiques et du renforcement des mécanismes de coordination entre les différentes structures concernées.

P 5

VALORISATION LOCALE
DES DÉCHETS GRAS

**Le CDER franchit une
étape clé avec son
pilote de production
de biodiesel**

Transformer un déchet en ressource énergétique. C'est l'objectif d'un nouveau pilote semi-industriel développé par le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), à travers son équipe de recherche « Production et Valorisation de Bioalcool et Biodiesel » (PVBB).

P 5



SERPORT
Ali Boulaâras
nommé nouveau PDG P 2

TOSYALI ALGÉRIE
**L'unité DRI II établit
de nouveaux records
de production** P 2

FORMATION PROFESSIONNELLE
 À TIZI-OUZOU
**Une offre de près de 12.000
postes** P 6

APPROVISIONNEMENT
DU MARCHÉ

Déstockage du
poulet congelé à
350 DA/kg

L'opération de déstockage du poulet congelé disponible au niveau des points de vente relevant des entreprises du Groupe des industries agroalimentaires et logistiques (AGROLOG) a été lancée à partir de ce lundi, à l'échelle nationale, au prix de 350 DA/kg, en prévision de la célébration du Mawlid Ennabaoui, a indiqué un communiqué du groupe. AGROLOG a précisé que des points de vente relevant de l'Office national des aliments de bétail (ONAB) seront ouverts au niveau des pôles Est, Centre et Ouest, ainsi que ceux de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), à travers les différentes régions du pays, afin de permettre aux citoyens d'acquérir du poulet congelé à des "prix compétitifs et réduits". Cette opération s'inscrit dans le cadre de "la contribution des entreprises publiques relevant du groupe à assurer la disponibilité du produit, à participer à la régulation du marché et à limiter la hausse des prix, outre la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, notamment durant les périodes marquées par une hausse de la demande sur les viandes blanches", souligne le communiqué. Elle intervient également pour mettre en exergue la volonté du groupe et de ses entreprises de contribuer activement à garantir la continuité de l'approvisionnement et à mettre à la disposition des citoyens les produits de large consommation à des prix étudiés, ajoute la même source.

R E.

TRANSPORT MARITIME DES VOYAGEURS

La traversée Annaba-Civitavecchia
(Rome) opérationnelle

Une nouvelle liaison maritime entre le port d'Annaba et le port de Civitavecchia, à Rome (Italie), vient d'être ouverte afin de faciliter les déplacements des citoyens algériens et des membres de la communauté nationale établie à l'étranger, a indiqué hier le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports dans un communiqué.

Par S R.

La première traversée de cette nouvelle ligne a accosté avant-hier dimanche au port d'Annaba, avec à son bord des membres de la communauté nationale résidant en Italie, ajoute la même source, précisant que «cette ouverture intervient dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant notamment à faciliter les déplacements des citoyens et des membres de la communauté nationale à l'étranger, tout en renforçant le réseau de transport et les liaisons maritimes entre l'Algérie et l'Europe». À l'occasion de cette première traversée, les opérations d'accueil et de traitement des passagers ainsi que des véhicules se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation.

Plusieurs services ont été mobilisés et ont travaillé en coordination, notamment la police des frontières maritimes, les services des Douanes et l'administration portuaire. « L'opération d'accueil et de traitement des passagers et des véhicules s'est déroulée dans des conditions d'organisation maîtrisées, en coordination entre les différents services et intervenants, notamment les services de la police des frontières maritimes, l'administration des Douanes et l'administration portuaire », souligne le ministère, soulignant que cette coordination avait pour objectif « d'assurer la fluidité des procédures et de réduire les délais de traitement », tout en garantissant « de bonnes conditions d'accueil et de confort aux voyageurs, particulièrement aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger ». La nouvelle liaison prévoit deux traversées par semaine. Elle doit ainsi contribuer à ré-

pondre à la demande croissante en matière de transport maritime entre l'Algérie et l'Italie, tout en offrant davantage de possibilités de déplacement aux citoyens et aux membres de la diaspora algérienne. « Cette ligne assurera deux traversées par semaine, ce qui contribuera à répondre à la demande croissante en matière de transport maritime entre l'Algérie et l'Italie et à offrir des options supplémentaires de déplacement aux citoyens et aux membres de la communauté nationale, tout en renforçant les ponts de communication entre les deux rives de la mer Méditerranée », précise encore le communiqué. Pour le mois d'août, cinq traversées sont programmées les 9, 19, 23, 26 et 30 août. Quatre autres traversées sont prévues durant le mois de septembre, les 2, 6, 9 et 13 septembre. Selon le programme communiqué, les arrivées sont prévues les dimanche et les mercredis.

TOSYALI ALGÉRIE

L'unité DRI II établit de nouveaux records de production

L'unité Tosyali DRI II a établi un nouveau record mondial de production mensuelle parmi les usines utilisant la technologie MIDREX de Midrex Technologies, Inc. Selon un communiqué de Tosyali Algérie, l'unité Tosyali DRI II a produit 248 601 tonnes en mai 2026, établissant ainsi un nouveau record mondial de production mensuelle pour les ins-

tallations utilisant la technologie MIDREX, et ce, sans aucun arrêt de production. « Nous adressons nos sincères félicitations à l'ensemble de nos collègues dont le dévouement, l'engagement et le travail d'équipe ont permis d'accomplir cette performance remarquable », souligne l'entreprise dans son communiqué.

Selon les données publiées par la société, Midrex Technologies a également indiqué que, sur la période allant de janvier à mai 2026, la productivité moyenne de l'installation s'est établie à 316,9 tonnes par heure. Les performances enregistrées depuis le début de l'année dépassent ainsi la moyenne annuelle de 312,7 tonnes par heure réalisée en 2025, ainsi que

la capacité nominale de l'installation, fixée à 312,5 tonnes par heure. Ces résultats témoignent de la performance opérationnelle de l'unité DRI II et de sa capacité à maintenir un niveau de production supérieur à sa capacité nominale, tout en assurant une continuité de fonctionnement.

S R.

SERPORT

Ali Boulaâras nommé nouveau PDG

Le Groupe des services portuaires (Serport) a un nouveau président-directeur général. Ali Boulaâras a été installé lundi dans ses nouvelles fonctions, en remplacement de Riad Hadjal, lors d'une cérémonie organisée au siège du groupe, en présence de plusieurs responsables d'entreprises portuaires et de cadres du secteur. « En exécution des instructions du ministre Saïd Sayoud, la cérémonie d'installation du nouveau président-directeur général du Groupe des services portuaires (Serport) s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère et du directeur général de la Marine marchande et des Ports. Ali Boulaâras succède ainsi à Riad Hadjal à la tête du groupe public, chargé de la gestion des services portuaires à l'échelle nationale », lit-on

dans le communiqué du groupe. À l'occasion de la passation, le secrétaire général a insisté sur la nécessité de « poursuivre le travail dans un esprit de responsabilité et d'efficacité », et sur le renforcement de la coordination entre les différents acteurs du secteur, un impératif présenté comme devant élever le niveau des prestations et consolider la compétitivité des ports algériens dans l'accompagnement de l'économie nationale. Fort de plus de 20 ans d'expérience dans la gestion des entreprises et des activités portuaires, Ali Boulaâras arrive à la tête du groupe après avoir dirigé l'Entreprise portuaire d'Annaba (EP Annaba). Durant son parcours professionnel, le nouveau responsable de Serport a occupé plusieurs fonctions au sein d'entreprises économiques et portuaires,

développant une expertise dans les domaines de la gestion, de l'administration et de l'exploitation portuaire. Titulaire d'un doctorat en gestion des entreprises et d'un master en sciences de gestion de l'Université Badji-Mokhtar d'Annaba, Ali Boulaâras a également suivi plusieurs formations spécialisées à l'étranger, notamment en Chine, en Corée du Sud et en Belgique. Son parcours comprend également des responsabilités au sein des conseils d'administration de plusieurs entreprises économiques, dont la Société nationale des mines de fer (SOMIFER) et le Groupe MADAR. Il a aussi présidé le conseil d'administration de la société MMC, filiale du Groupe MADAR. Avant sa nomination à la tête de Serport, Ali Boulaâras dirigeait l'Entreprise portuaire d'Annaba, où

l'activité liée aux conteneurs a enregistré une progression de plus de 75 % au cours de l'année écoulée. À travers cette nouvelle direction, le Groupe des services portuaires entend poursuivre ses efforts en matière d'amélioration du rendement des entreprises portuaires et de renforcement de la coordination entre leurs différentes structures. Le groupe, qui chapeaute plusieurs entreprises portuaires nationales, est également appelé à accompagner le développement du transport maritime et à contribuer au renforcement de la compétitivité des ports algériens, avec pour objectif de soutenir davantage le commerce extérieur et l'activité économique nationale.

Z R.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

L’Algérie, un acteur central

L’Algérie continue de renforcer sa position en tant qu’acteur central dans l’intégration économique africaine. Elle mise sur ses infrastructures pour renforcer les échanges avec le continent et contribuer notamment à l’émergence de corridors économiques africains. À travers une vision pragmatique basée sur le renforcement de la connectivité terrestre, maritime, aérienne et numérique, l’Algérie entend consolider son rôle dans le processus d’intégration économique africaine en plaçant la coopération Sud-Sud comme une priorité.

Par Zahir R.

Une orientation qui s’inscrit parfaitement dans une approche visant à favoriser les échanges entre les pays africains, à rapprocher les économies et à contribuer à une plus grande souveraineté économique du continent, comme l’a souligné à maintes reprises le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette ambition a été mise en lumière dans un film documentaire diffusé dimanche soir par la Télévision algérienne, sous le titre « Algérie - Afrique... les liens de l’avenir ». Le documentaire revient sur plusieurs projets structurants à travers lesquels l’Algérie cherche à renforcer les connexions avec son environnement africain et à faciliter la circulation des personnes, des marchandises et des données.

Des infrastructures au service de l’intégration

La vision algérienne repose notamment sur le développement d’un système intégré de connectivité combinant les réseaux routiers, le transport maritime et aérien ainsi que les infrastructures numériques. L’objectif est de créer de nouveaux corridors économiques permettant de mieux relier les différentes régions du continent et de favoriser une exploitation plus efficace de ses importantes ressources. Dans le domaine des transports, le conseiller du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports chargé des transports, Abdelkrim Rezzal, a rappelé que l’Algérie avait adopté dès le départ le principe des « solutions africaines aux problèmes africains », considérant les infrastructures de transport et la logistique comme des leviers essentiels du développement continental. Il a également mis en avant la vision algérienne pionnière, et ce, depuis le lance-

ment du projet de la route Transsaharienne, soulignant l’importance de cette idée née de la volonté des présidents des pays du Sahel de promouvoir le développement dans leurs pays respectifs en renforçant les échanges commerciaux et le développement territorial, de sorte que le projet ne se limite plus à la construction d’une route, mais consiste à la transformer en un corridor économique, capable de stimuler le commerce, les investissements et le développement territorial.

La Transsaharienne appelée à devenir un corridor économique

Pour sa part, le directeur général des infrastructures au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Smaïl Rabehi, a souligné que les difficultés liées à la réalisation du projet étaient progressivement surmontées grâce à l’adaptation des moyens aux spécificités de la région. Dans ce cadre, l’Algérie doit contribuer à l’achèvement de la Transsaharienne au Tchad, à travers la réalisation de deux tronçons d’une longueur respective de 76 et 85 kilomètres. Ces travaux doivent permettre de progresser vers l’achèvement de cet axe stratégique reliant le Nord au cœur du continent africain. Pour Alger, la Transsaharienne constitue ainsi bien davantage qu’une infrastructure de transport. Elle représente un instrument de rapprochement économique entre les pays du Maghreb et ceux du Sahel et un potentiel vecteur de développement des échanges commerciaux Sud-Sud.

Les ports algériens, une porte vers les marchés mondiaux

La stratégie de connectivité s’appuie également sur la façade maritime algérienne. Les ports et le transport maritime consti-

tuent un maillon essentiel pour permettre aux pays enclavés du Sahel d’accéder aux marchés internationaux. Le directeur du transport maritime des marchandises au ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Abdelhak Boukherouba, a expliqué que l’Algérie travaillait à la mise en place d’une chaîne logistique reliant les ports aux autoroutes et aux lignes ferroviaires. Cette organisation doit permettre aux pays du Sahel de bénéficier d’un accès plus direct aux marchés mondiaux à travers les infrastructures algériennes. Selon le responsable, le développement de ce corridor logistique pourrait réduire la durée du transport d’environ 12 jours et les coûts d’environ 30 %. L’Algérie accompagne cette démarche par un programme de renouvellement de sa flotte maritime, la modernisation de ses infrastructures portuaires et l’acquisition de nouveaux équipements dédiés à la maintenance des marchandises. La modernisation du secteur passe également par une réforme de la gouvernance portuaire, avec notamment la création annoncée d’une autorité nationale des ports, parallèlement à la numérisation progressive des procédures.

Air Algérie veut renforcer sa présence en Afrique

Le transport aérien constitue un autre levier de cette politique d’ouverture vers le continent. Le développement des liaisons aériennes est présenté comme un moyen de soutenir non seulement les échanges commerciaux, mais également les relations institutionnelles, culturelles et humaines entre les différents pays africains. Siham Kadi, chargée des affaires internationales au sein du groupe Air Algérie, a indiqué que la compagnie nationale était

déjà présente en Afrique de l’Ouest et travaillait à renforcer cette présence, notamment à travers le développement de vols long-courriers. L’objectif affiché est d’élargir progressivement le réseau africain de la compagnie et de conforter sa position parmi les principales compagnies aériennes du continent.

Le numérique, nouveau pilier de l’intégration africaine

Le documentaire est également revenu sur la volonté de l’Algérie de construire des ponts numériques transsahariens, faisant ainsi du flux de données une partie du processus d’intégration économique du continent, mettant en avant le projet de liaison par fibre optique transsaharienne qui regroupe six pays, à savoir l’Algérie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Tchad, et qui repose sur un axe principal reliant l’Algérie au Nigeria. Ainsi, la directrice centrale d’Algérie Télécom, Rachida Bouhabda, a affirmé que l’entrée en service de ce projet, qui vise à créer une infrastructure numérique régionale de télécommunications à très haut débit, renforcera la connectivité géographique de la région du Sahel et favorisera une véritable transformation numérique. Elle a également mis en avant, à cet égard, les atouts de l’Algérie dans le domaine de la connectivité internationale, notamment à travers les câbles sous-marins, évoquant le projet de réalisation de deux nouveaux câbles sous-marins à l’horizon 2028 et 2029, ainsi que les projets de centres de données. À travers ces différents projets, l’Algérie cherche à tirer parti de sa position géographique, à la croisée de la Méditerranée, du Maghreb et du Sahel, pour devenir un espace de transit et d’échanges entre l’Afrique et les marchés internationaux.

DESSALEMENT, TRANSFERTS ET RÉUTILISATION

L’offensive hydraulique s’intensifie

Le ministre de l’Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé hier une réunion de travail consacrée à l’examen des projets de raccordement à partir des nouvelles stations de dessalement de l’eau de mer ainsi qu’à plusieurs projets structurants du secteur. La réunion, qui a regroupé des cadres de l’administration centrale, des directeurs généraux et des responsables chargés de la gestion des établissements sous tutelle, intervient après une série de déplacements effectués ces dernières semaines par le ministre dans plusieurs wilayas. Ces visites ont permis d’évaluer directement l’état des infrastructures, d’identifier les difficultés rencontrées et surtout de donner des instructions pour accélérer la mise en œuvre des projets ayant un impact direct sur l’alimentation des populations. Au cœur de la réunion de lundi figurait le programme de raccordement des nouvelles stations de dessalement aux réseaux des wilayas de l’intérieur. Les projets examinés portent sur la réalisation d’un ensemble de conduites de transfert s’étendant sur plus de 250 kilomètres, à partir des stations de dessalement de Tlemcen, Mostaganem et

Chlef. Le dispositif doit permettre d’étendre les bénéfices du dessalement au-delà des zones côtières et de sécuriser l’approvisionnement de plusieurs wilayas de l’intérieur. Ainsi, la station de dessalement de Tlemcen doit contribuer à l’alimentation en eau potable de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda et Naâma. À partir de Mostaganem, le système de transfert doit desservir Mostaganem, Relizane, Tiaret et Tissemsilt. La station de Chlef doit, pour sa part, contribuer à l’alimentation de Chlef, Aïn Defla, Médéa ainsi que de la partie orientale de Tissemsilt. Ce maillage s’inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer l’interconnexion des systèmes hydrauliques et à diversifier les sources d’approvisionnement. En juillet, le ministre avait notamment souligné à Djelfa l’ambition d’aller vers une interconnexion des différents systèmes hydrauliques à l’échelle nationale afin d’assurer une gestion plus durable de la ressource. Le projet Fouka 2 occupe une place particulière dans cette stratégie. Lors de sa visite à Blida, le 3 août, Lounès Bouzegza avait inspecté plusieurs projets destinés à renforcer l’alimentation en eau pota-

ble de la wilaya à partir de la station de dessalement de Fouka 2, située dans la wilaya de Tipasa.

Koudiet Eddraouch, Koudiet Asserdoune et Tin Zaouatine

Outre le dessalement, plusieurs grands projets structurants ont fait l’objet d’un suivi lors de la réunion de lundi. Pour le projet Koudiet Eddraouch, les opérations de lavage et de désinfection des conduites se poursuivent en préparation de la mise en service progressive de l’infrastructure, une fois les derniers travaux techniques achevés. Concernant le système Koudiat Acerdoune – Cap Djinet, la procédure d’appel d’offres pour les travaux de raccordement a été lancée. Le projet doit contribuer à renforcer l’alimentation en eau potable des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, M’Sila et Médéa. Dans l’extrême Sud, le projet de Tin Zaouatine prévoit l’alimentation de la région en eau potable à partir de la nappe de Tanezrouft. Il doit répondre aux besoins d’une population estimée à 32 815 habitants à l’horizon 2050. À Sétif, un projet prévoit par ailleurs l’alimentation en

eau potable d’El Eulma et des communes du nord-est de la wilaya à partir du barrage de Draâ Diss. Le système hydraulique reliant Mila et Jijel doit, quant à lui, renforcer l’alimentation de six communes de Mila et de deux communes de Jijel à partir du barrage de Tabellout. La stratégie du secteur ne se limite pas à la mobilisation de nouvelles ressources. Le ministère accorde également une attention croissante à l’assainissement et à la valorisation des eaux usées traitées. Plusieurs projets de stations et de systèmes d’assainissement sont ainsi suivis dans les wilayas de Blida, Bouinan, Tissemsilt et Mila. Le ministre a insisté sur l’importance de recourir au traitement tertiaire, permettant de réutiliser les eaux épurées, notamment pour les besoins de l’agriculture et de l’industrie. À travers cette série de réunions et de visites de terrain, le ministère cherche désormais à passer d’une logique de lancement des projets à une logique d’accélération et de mise en service effective. Lounès Bouzegza a ainsi appelé les responsables concernés à accélérer les procédures, à respecter les délais contractuels et à rattraper les retards enregistrés.

Synthèse S R.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE
Ouverture des inscriptions
pour participer aux
festivals nationaux de la
jeunesse "Automne 2026"

Le ministère de la Jeunesse a annoncé l'ouverture des inscriptions pour participer aux festivals nationaux de la jeunesse "Automne 2026", dans le but de découvrir les talents et de renforcer les échanges entre jeunes issus des différentes wilayas du pays, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère. Ces nouveaux festivals nationaux s'inscrivent dans le cadre de "la poursuite par le ministère de la Jeunesse de la concrétisation du programme national dédié aux jeunes, en tant qu'espaces nationaux d'expression et d'innovation". Le programme prévoit cinq manifestations, à savoir "le concours national de l'animateur créatif du micro d'or dans la wilaya de Blida, du 31 août au 4 septembre 2026", "le festival national des fanfares de jeunes dans la wilaya d'Aïn Deffa, du 10 au 14 septembre 2026", "le festival national des créateurs de contenu dans la wilaya de Tlemcen, du 12 au 16 septembre 2026", "le festival national de la musique et de la chanson moderne pour jeunes dans la wilaya d'Oran, du 12 au 16 septembre 2026" et "le festival national du sport de loisirs pour jeunes dans la wilaya de Chlef, du 16 au 20 septembre 2026", souligne la même source. Ces festivals "offrent aux jeunes talentueux et créatif l'opportunité de participer à des manifestations nationales alliant art, musique, création de contenu et sport de loisirs, permettant ainsi de découvrir les jeunes énergies, d'encourager les initiatives et les talents et de garantir des espaces dédiés à l'enseignement, à l'échange et à la concurrence positive", ajoute le communiqué. Dans ce contexte, le ministère a indiqué que l'inscription pour la participation à ces événements se fait exclusivement via la plateforme numérique "Mahrajani" via le lien: <https://festival.mjeunesse.gov.dz/>. Les directions de la jeunesse, à travers les différentes wilayas, se chargeront à la fin des inscriptions, de "l'examen des dossiers et de la sélection des candidats habilités à représenter leurs wilayas dans ces festivals nationaux".

APS

ENERGIE

Présentation des résultats du groupe Sonelgaz pour le 2e trimestre 2026

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, dimanche à Alger, une réunion du Comité de coordination sectoriel, consacrée à la présentation des résultats du groupe Sonelgaz pour le 2e trimestre 2026, indique un communiqué du ministère. La réunion, qui intervient dans le cadre du suivi périodique de l'activité du secteur et de l'évaluation des indicateurs de performance et de réalisation, a été consacrée à l'examen et au suivi de nombre de dossiers liés à l'activité du secteur, notamment "les indicateurs et données relatifs aux résultats du 2e trimestre 2026 du groupe Sonelgaz", selon la même source. A cet effet, des exposés détaillés ont été présentés sur les différents indicateurs enregistrés durant cette période, en présence de nombre de cadres centraux du secteur et des principaux responsa-

bles du groupe Sonelgaz. A cette occasion, M. Adjal a donné une série d'instructions et d'orientations visant à renforcer l'efficacité d'exécution du programme de travail, à augmenter le niveau de coordination entre les différents acteurs et à intensifier les efforts visant à réaliser les objectifs tracés, tout en assurant un suivi périodique et minutieux des indicateurs de performance et de réalisation, ajoute le communiqué. Le ministre a insisté, dans ce sens, sur l'importance de continuer à travailler selon une approche basée sur l'évaluation permanente des résultats et l'anticipation dans le traitement des lacunes, afin de garantir une amélioration de la performance et de renforcer l'efficacité de gestion, en concrétisation des orientations stratégiques du secteur.

APS

COMMERCE EXTÉRIEUR

Une nouvelle plateforme dédiée aux opérateurs économiques

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement, à partir de mardi prochain, d'une plateforme électronique dédiée au traitement à distance des préoccupations des opérateurs économiques. Le lancement de cette plateforme, accessible à partir du 11 août via le site électronique officiel du ministère, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays visant à accélérer le processus de transformation numérique et de modernisation de l'administration, à numériser les services et à renforcer l'utilisation des solutions numériques dans la gestion des dossiers liés à l'activité économique, ainsi qu'à rapprocher l'administration des opérateurs économiques, précise la même source. La plateforme permet aux opérateurs éco-

nomiques de déposer leurs préoccupations et de suivre à distance l'état d'avancement de leur traitement, sans avoir à se déplacer au siège du ministère ou auprès de ses services centraux, contribuant ainsi à économiser du temps et des efforts et à simplifier les procédures. Le ministère a précisé que lorsque la nature de la préoccupation ou du dossier l'exige, ses services invitent l'opérateur économique à se présenter afin de compléter les informations ou de fournir les éclaircissements et les documents nécessaires. La plateforme électronique comprend des espaces dédiés à la réception et au traitement des préoccupations des opérateurs économiques relatives aux différentes plateformes numériques relevant du ministère, notamment celles liées à la plateforme numérique d'importation des matières premières et des équipements desti-

nés à la fabrication, ainsi que les préoccupations ayant trait à la plateforme numérique de suivi des programmes prévisionnels d'importation des matières premières, des marchandises et des biens destinés à la revente en l'état. De surcroît, la plateforme assure le traitement des préoccupations relatives à la plateforme numérique consacrée à la gestion et au suivi des opérations d'importation des services, à la plateforme numérique de gestion du Fonds spécial de promotion des exportations, ainsi qu'à la plateforme numérique dédiée aux exportations, précise le communiqué. La plateforme électronique de traitement des préoccupations des opérateurs économiques constitue la cinquième plateforme numérique lancée par le ministère au cours de cette année.

R E.

ALGÉRIE-NIGER

Remise d'un don de 4 hélicoptères et d'équipement militaires à l'armée nigérienne

ont décollé, aujourd'hui dimanche 9 août 2026, à partir de la Base de déploiement secondaire d'In Gezzam en 6ème Région militaire en direction de l'aéroport de Niamey au Niger. En outre, une quantité de munitions pour ces hélicoptères, des pièces de rechanges, ainsi que du matériel d'appui, de maintenance et de soutien logistique, ont été acheminés à bord d'un avion militaire relevant de nos Forces aériennes vers la même destination", ajoute le communiqué. "Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de

la consolidation des relations fraternelles et historiques liant les deux pays frères, vient confirmer l'engagement de l'Algérie à poursuivre son soutien aux pays de la région, notamment dans les domaines liés à la défense et la sécurité, à l'échange d'expertise et au soutien multiforme", indique le MDN, soulignant qu'"à travers cette démarche, l'Algérie réaffirme également sa volonté de poursuivre ses efforts, en coordination avec ses partenaires, en vue d'assurer la sécurité et la stabilité dans la région". APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL					وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE				
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 أوت 2026 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Août 2026									
Prix du détail ¹ DA / Kg					أسعار التجزئة ² دج / كلغ				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات				
		Moyenne	Maximum	Minimum					
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة			
	Tomate	70	85	56	الطماطم				
	Oignon sec	82	92	73	البصل الجاف				
	Ail sec	685	779	591	الثوم الجاف				
	Carotte	104	116	91	الجزر				
	Navet	198	223	174	اللفت				
	Poivron	144	158	129	الفلفل الاخضر				
	Piment	147	165	130	الفلفل الحار				
	Courgette	87	101	73	الكوسة				
	Haricot vert	218	244	193	الفاصولياء الخضراء				
	Laitue	136	152	120	الخس				
Fruits frais	Pomme locale	494	624	365	التفاح المحلي	فواكه طازجة			
	Datte	504	624	384	التمر				
	Banane	695	734	656	الموز				
	Melon	88	102	74	البطيخ الاصفر				
	Pastèque	67	77	57	البطيخ الاحمر				
Produits d'origine animale	V viande bovine locale	2074	2226	1923	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني			
	Poulet de chair	472	488	456	الدجاج				
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)				
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)				

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,02	-7,85	6,09	10,14	11156	3 848 820,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,41	-0,25	7,56	7,84	9832	13 784 800,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,05	1,05	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 115,00	2109,00	-0,28	-6,37	-5,13	8,74	8,30	2006	4 230 654,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,04	6,94	4,22	4,71	0	0,00

ÉNERGIE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le secteur prépare déjà l'été 2027

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présidé, hier, au siège de son département ministériel, une réunion restreinte de la commission de coordination sectorielle, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques liés à l'activité du secteur. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets énergétiques et du renforcement des mécanismes de coordination entre les différentes structures concernées.

Par Réda Hadi

Réunissant plusieurs cadres centraux du ministère ainsi que des responsables principaux du groupe Sonelgaz, la réunion a permis de passer en revue l'état d'avancement d'un ensemble de dossiers considérés comme prioritaires pour le développement et la consolidation du système énergétique national. Les discussions ont notamment porté sur un dossier de partenariat, ainsi que sur le suivi de plusieurs grands projets énergétiques actuellement en cours de réalisation. À travers cette réunion, le ministère entend maintenir un rythme soutenu dans l'exécution des programmes arrêtés, en veillant au respect des échéances fixées et à la concrétisation des objectifs assignés aux différentes structures. L'accent a également été mis sur la nécessité d'assurer une coordination étroite entre les intervenants afin d'identifier rapidement les éventuelles contraintes susceptibles de ralentir la réalisation des projets. La rencontre a également constitué une occasion pour évaluer les programmes engagés dans le secteur et mesurer leur niveau d'exécution sur le terrain. Cette démarche répond à la volonté des pouvoirs publics de renforcer le suivi opérationnel des investissements énergétiques, particulièrement dans un contexte marqué par une progression continue des besoins en électricité et par la nécessité d'adapter les capacités de production et de distribution à l'évolution de la demande. L'un des principaux volets examinés lors de cette réunion concerne d'ailleurs les préparatifs en prévision de l'été 2027. Les responsa-

bles du secteur ont ainsi étudié différentes mesures préventives destinées à garantir un niveau de préparation élevé du système énergétique durant la prochaine période estivale, traditionnellement caractérisée par une forte hausse de la consommation d'électricité. La préparation de cette échéance doit permettre d'anticiper les besoins supplémentaires et de renforcer la capacité du système à faire face aux pics de consommation. Elle implique notamment une attention particulière à la disponibilité des capacités de production, à la fiabilité des réseaux de transport et de distribution ainsi qu'à la mobilisation des moyens techniques nécessaires pour assurer la continuité du service. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur l'importance d'une préparation anticipée, fondée sur une évaluation précise des besoins et sur la mise en œuvre, dans les délais, des différentes actions arrêtées. L'objectif est d'éviter toute situation de tension durant les périodes de forte demande et de garantir aux citoyens et aux différents secteurs d'activité un approvisionnement régulier et durable en énergie. Dr Mourad Adjal a, par ailleurs, donné plusieurs instructions et orientations aux responsables présents, appelant à renforcer le suivi rigoureux des dossiers en cours d'étude ou de réalisation. Il a également préconisé d'accélérer la concrétisation des projets et de lever, dans les meilleurs délais, les éventuelles contraintes administratives, techniques ou organisationnelles qui pourraient affecter leur rythme d'exécution. La coordination intersectorielle et la concertation entre les différentes structures ont égale-

ment été présentées comme des conditions essentielles à la réussite des programmes engagés. Le ministre a, dans ce sens, appelé à maintenir un suivi régulier et rapproché des projets, avec une remontée rapide des informations permettant de prendre les décisions nécessaires au moment opportun. Outre le suivi des projets à court terme, cette démarche s'inscrit dans une vision plus large visant à consolider durablement le système énergétique national. L'augmentation de la demande, le développement économique et industriel ainsi que l'intégration progressive des énergies renouvelables imposent en effet une anticipation constante des besoins et une planification rigoureuse des capacités futures. Le rôle du groupe Sonelgaz demeure, dans ce cadre, central dans la mise en œuvre de nombreux programmes liés à la production, au transport et à la distribution de l'électricité et du gaz. Le renforcement de la coordination avec les structures du ministère doit ainsi permettre d'améliorer le pilotage des projets et de garantir une meilleure articulation entre les objectifs nationaux et leur traduction opérationnelle sur le terrain. La réunion de la commission de coordination sectorielle traduit ainsi la volonté du ministère de maintenir une veille permanente sur les principaux dossiers énergétiques et de renforcer l'efficacité du suivi des programmes. La priorité reste la même : accélérer la réalisation des projets, anticiper les besoins futurs et consolider les capacités du système énergétique afin de garantir la continuité, la sécurité et la durabilité de l'approvisionnement national.

MONNAIES
Le dollar stable face aux principales devises

Le cours du dollar reste presque inchangé lundi, après avoir baissé vendredi suite à la publication de statistiques décevantes de l'emploi américain en juillet. Vers 10H30 GMT, le billet vert grappillait 0,02% à la monnaie unique européenne, à 1,1557 dollar pour un euro, et perdait 0,05% face à la monnaie britannique à 1,3498 dollar pour une livre. Au mois de juillet, le marché de l'emploi américain a perdu 23.000 postes, là où les analystes tablaient sur une hausse de l'ordre de 83.000. Les statistiques officielles mettaient aussi en avant une forte révision à la baisse des créations d'emplois en mai et juin (-103.000). "Cela atténuerait les pressions inflationnistes et aiderait la Réserve fédérale (Fed) à maintenir ses taux inchangés plus longtemps", affirment des analystes, précisant d'ailleurs que les attentes d'une hausse des taux en septembre ont baissé. APS

VALORISATION LOCALE DES DÉCHETS GRAS

Le CDER franchit une étape clé avec son pilote de production de biodiesel

Transformer un déchet en ressource énergétique. C'est l'objectif d'un nouveau pilote semi-industriel développé par le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), à travers son équipe de recherche « Production et Valorisation de Bioalcool et Biodiesel » (PVBB). Cette installation permet de convertir localement les huiles alimentaires usagées en biodiesel, ouvrant ainsi des perspectives pour la valorisation énergétique des déchets et le développement de l'économie circulaire en Algérie. Le projet intervient dans un contexte marqué à la fois par les enjeux liés à la gestion des déchets et par la nécessité de diversifier les sources d'énergie. Les huiles de cuisson usagées, fréquemment rejetées dans les réseaux d'assainissement, constituent une source de pollution des ressources hydriques et peuvent contribuer à l'obstruction des canalisations. Pourtant, ces déchets présentent une matière première susceptible d'être transformée en carburant renouvelable. Selon les données de l'Agence nationale des déchets (AND), le gisement national d'huiles alimentaires usagées était estimé à 450 519 m³ par an en

2018. Un volume appelé à augmenter avec la croissance démographique et le développement du secteur de la restauration. Classées parmi les déchets spéciaux, ces huiles demeurent toutefois largement sous-exploitées sur le plan énergétique. Le pilote développé par le CDER peut traiter jusqu'à 150 litres d'huile de cuisson usagée par cycle. Il repose sur un procédé chimique connu sous le nom de transestérification, utilisé à l'échelle internationale pour la production de biodiesel. Concrètement, l'huile usagée est mise en contact avec un alcool et un catalyseur, sous agitation et à température contrôlée. Cette réaction transforme les triglycérides présents dans l'huile en esters d'acides gras, qui constituent le biodiesel, ainsi qu'en glycérol, un coproduit pouvant lui-même être valorisé. Après les différentes étapes de séparation et de purification, le biodiesel obtenu peut être utilisé dans les moteurs diesel conventionnels, soit seul, soit en mélange avec le gazole. Au-delà de la production de carburant, le développement de ce pilote constitue surtout une étape vers la maîtrise locale des technologies de production de biocarburants. Les premières campagnes d'essais réa-

lisées par l'équipe de recherche ont livré des résultats encourageants. Les rendements de conversion des huiles usagées en biodiesel ont dépassé 90 % dans certaines conditions opératoires, confirmant la faisabilité technique du procédé et son potentiel pour une valorisation énergétique de ressources disponibles localement.

Le glycérol, un autre potentiel économique

Le processus de fabrication ne se limite pas à la production de biodiesel. Environ 10 % du volume obtenu correspond au glycérol, qui peut constituer une source supplémentaire de valeur pour la future filière. Selon son degré de pureté, ce coproduit peut être utilisé dans plusieurs secteurs, notamment la cosmétique, la pharmacie, la fabrication de détergents et l'industrie chimique. Sa valorisation pourrait ainsi contribuer à améliorer la rentabilité économique et environnementale de la filière biodiesel, en favorisant une utilisation plus complète des produits issus du processus. Pour le CDER, cette technologie répond à plusieurs objectifs : réduire les rejets d'huiles usagées dans les réseaux d'as-

sainissement, produire une énergie renouvelable à partir d'une ressource disponible localement, créer de nouvelles opportunités économiques dans la collecte et le traitement des huiles et promouvoir les principes de l'économie circulaire. La valorisation de ce gisement pourrait ainsi donner naissance à une chaîne d'activités allant de la collecte des huiles alimentaires usagées jusqu'à leur transformation et à l'utilisation du biodiesel dans différents secteurs. Une cartographie réalisée par l'AND met déjà en évidence une répartition hétérogène du gisement sur le territoire national, permettant d'identifier les zones susceptibles d'être prioritaires pour la collecte et le déploiement de futures unités de valorisation. Les travaux se poursuivent actuellement autour de plusieurs axes, notamment l'optimisation des conditions de production, la recherche de solutions de valorisation du glycérol, le renforcement des partenariats avec les collectivités et les opérateurs économiques, ainsi que l'accompagnement de la structuration d'une future filière nationale du biodiesel.

Synthèse R. E.

MILA

Choix du terrain pour le projet d’aérodrome pour avions anti-feux de forêts dans la commune de Yahia Beni Guecha

Un terrain a été choisi dans la commune de Yahia Beni Guecha (wilaya de Mila) pour accueillir le projet de réalisation d'un aérodrome pour les avions bombardiers d'eau utilisés dans la lutte contre les incendies de forêts. Selon les explications données au wali, Fayçal Amrouche, qui a inspecté dimanche ce terrain en compagnie des autorités militaires et civiles et des représentants des divers secteurs concernés, ce terrain retenu pour ce projet d'aérodrome pour avions anti-feux de forêts est situé à proximité de la RN-79 et dispose des conditions requises pour ce type d'installations. Le directeur des travaux publics, Rabah Sari, a précisé que ce choix a été effectué par une commission de wilaya composée de représentants des divers secteurs et une proposition a été faite aux instances de tutelle pour inscrire une opération de réalisation d'une piste d'atterrissage de 2 km. Dans une déclaration à la presse, le wali a indiqué que la concrétisation de ce projet "aura un impact positif pour la wilaya de Mila et les wilayas voisines dont Sétif et Jijel en assurant une intervention rapide et efficace pour l'extinction des feux de forêts et autres situations nécessitant des interventions similaires ».

Agence

TÉBESSA

Réception avant la fin de l’année 2026 du projet de modernisation de la RN-117 à Cheria

Le projet de modernisation de la route nationale RN-117 dans son tronçon traversant la localité de Mechentel dans la commune de Cheria (wilaya de Tébéssa), sera reçu "avant la fin de l'année en cours", à-on informé dimanche auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale, Mohamed Abid. Le même responsable a précisé à l'APS que ce projet qui mobilise une enveloppe financière de plus de 200 millions DA permettra de moderniser ce tronçon routier de 4,5 km, une opération très attendue par les usagers de cet itinéraire. Un délai de six mois a été fixé pour la réalisation du projet dont le coup d'envoi des travaux a été donné au début du mois de juin passé, a ajouté le même responsable qui a estimé que les travaux du chantier avancent à " une bonne " cadence. M. Abid a considéré que cette opération permettra à terme de moderniser le réseau de routes de la commune de Cheria et d'améliorer la fluidité du trafic.

R E.

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 1,2 million d’estivants ont afflué vers les plages de la wilaya

Les plages de la wilaya d'Aïn Temouchent connaissent, durant la saison estivale en cours, une affluence croissante des estivants, qui a dépassé 1,2 million de personnes au cours des deux derniers mois, a indiqué, dimanche, le directeur de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat, El-Houari Berayah.

La wilaya d'Aïn Temouchent compte 18 plages autorisées à la baignade, qui ont enregistré une fréquentation variable durant les mois de juin et juillet derniers, atteignant au total plus de 1,2 million d'estivants. Cette affluence connaît une "nette augmentation" durant le mois d'août en cours, a précisé le même responsable. De son côté, le parc hôtelier de la wilaya, composé de 43 établissements hôteliers offrant au total une capacité d'accueil d'environ 7.000 lits, a enregistré une affluence importante durant la saison estivale en cours, avec un taux d'occupation des lits dépassant 95%, a expliqué la même source. Le secteur a également organisé des expositions destinées à promouvoir l'artisanat au niveau des communes côtières de Terga, Bouzedjar et Beni Saf, en mobilisant 13 espaces dédiés à cette acti-

vité, avec la participation de 22 artisans et acteurs du secteur de l'artisanat. Ces initiatives visent à faire connaître et à promouvoir les produits artisanaux traditionnels locaux pendant la saison estivale. Des espaces consacrés à l'exposition de produits artisanaux traditionnels ont également été aménagés au sein des établissements hôteliers de la wilaya, a indiqué M. Berayah. Le secteur du Tourisme et de l'Artisanat œuvre, en coordination avec les directions de la Culture et des Arts, ainsi que de la Jeunesse et des Sports, à la mise en œuvre d'un programme d'animation de terrain destiné à dynamiser la saison estivale à travers diverses activités culturelles et artistiques, ainsi que certaines compétitions sportives sur les plages, selon le même responsable. Lors de la dernière réunion du Conseil exécutif de wilaya, le wali d'Aïn Te-

mouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a donné des instructions aux chefs de daïra afin de veiller à la propreté de l'environnement et au renforcement de l'éclairage public, notamment dans les communes côtières, dans le cadre des mesures visant à réunir toutes les conditions nécessaires à la réussite de la saison estivale en cours. Le même responsable a également instruit le directeur de wilaya des Ressources en eau, en coordination avec l'Algérienne des Eaux (ADE), à veiller à assurer un approvisionnement permanent et régulier en eau potable au profit des citoyens de la wilaya et à renforcer les capacités d'alimentation en eau des communes côtières, conformément aux mêmes orientations visant à répondre à l'ensemble des besoins nécessaires au bon déroulement de la saison estivale.

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE À TIZI-OUZOU

Une offre de près de 12.000 postes

Une offre totale de près de 12.000 postes de formation, qualifiante et diplômante, est proposée à Tizi-Ouzou pour la session d'octobre, rapporte dimanche un communiqué de la Direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels, annonçant le lancement des inscriptions. Il s'agit de 2.886 postes de formation résidentielle (59 spécialités), 3.413 postes de

formation par apprentissage (106 spécialités), 2.100 postes de formation qualifiante (78 spécialités), 405 postes de formation des femmes au foyer (9 spécialités) et 901 postes de formation pour les bénéficiaires de l'allocation chômage. Les établissements privés de la formation professionnelle offrent, pour leur part, 2.100 postes de formation comprenant 54 spécialités.

La prochaine session verra, par ailleurs, l'introduction de nouvelles spécialités dont, la Cybersécurité, le marketing touristique, la gestion du commerce de détail, l'art de la table, la transformation des plastiques, la culture du safran, l'entretien des jardins et des parcs, les déclarations fiscales des personnes morales et l'anglais technique de l'audiovisuel. Cette offre de formations a été

élaborée à base du référentiel national des formations et des compétences (RNFC), qui est un trait d'union entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les acteurs économiques pour exprimer leurs besoins en main-d'œuvre et proposer les formations correspondant à leurs attentes, a-t-on souligné de même source.

APS

SÉTIF

Algérie Télécom lance un programme en mode présentiel pour consolider l’autonomisation numérique

L'entreprise Algérie Télécom a lancé dimanche au centre de développement des compétences (skills center) de Sétif un programme national gratuit en mode présentiel pour consolider l'autonomisation numérique ouvert à toutes les personnes âgées de 7 à 77 ans. Le chargé de communication à la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de Sétif, Abdelkrim Nabti, a précisé à l'APS que ce programme présentiel vient continuer le programme 7-77 lancé à distance par le ministère de la Poste et des Télécommunications début juillet 2026 qui avait connu un large engouement avec l'inscription sur la plateforme numérique de 150.000 intéressés de toutes les wilayas et de différents âges. Il a également ajouté que ce programme sera élargi aux autres skills centers des wilayas d'Annaba et de

Saïda dans les prochains jours pour toucher 200 bénéficiaires au niveau de chaque centre soit un total de 600 inscrits dans les trois centres, relevant qu'il offre une meilleure opportunité pour les échanges entre participants et encadreurs et la mise en œuvre des connaissances acquises, rendant l'apprentissage plus efficace et proche des besoins des citoyens. Les participants reçoivent durant ces sessions des initiations à plusieurs thèmes dont l'intelligence artificielle (IA) et ses applications, la cybersécurité et la protection des données personnelles et divers outils numériques modernes sous l'encadrement de spécialités, a-t-on indiqué. L'objectif de ce programme est d'aider les enfants, les jeunes et seniors à acquérir des connaissances fondamentales pour affronter l'environnement numérique et comprendre les opportunités offertes par les

nouvelles technologies, les risques inhérents et les méthodes de prévention, a ajouté la même source. En plus de ces sessions, ce programme se poursuivra par l'organisation d'autres sessions à distance pour toucher davantage de citoyens des différentes régions du pays, a ajouté la même source qui a précisé que les 40 sessions organisées à ce jour ont touché 1.166 bénéficiaires et l'opération se poursuit. Cette initiative confirme la volonté d'Algérie Télécom de contribuer à la généralisation de la maîtrise des nouvelles technologies par les citoyens et l'élargissement progressif du programme constitue un pas important pour faciliter l'acquisition de compétences numériques et permettre au public de découvrir les métiers et les technologies futures, a-t-on souligné.

APS

Le siècle du «rêve chinois»

Après le « siècle de l'humiliation » puis les erreurs de Mao Zedong, la Chine a finit par rattraper son retard de développement sur l'Occident à une vitesse incroyablement rapide. Après l'urbanisation de masse, la maîtrise de toutes les filières industrielles et la fin de l'extrême pauvreté, l'Empire du milieu entend désormais être une « civilisation écologique » et a réalisé de vrais progrès en ce sens.

1^{ère} partie

Par Fabian Scheidler (*)

Si les critiques occidentales sur le manque de libertés et l'aliénation sociale restent vraies, l'expression de « rêve chinois » n'est pas infondée. Pour le journaliste allemand Fabian Scheidler, il est temps de s'intéresser réellement à la Chine, au-delà des clichés, et de comprendre en quoi consiste le « socialisme aux caractéristiques chinoises ».

En 1931, James Truslow Adams inventait l'expression de « rêve américain », un « rêve d'une terre où la vie devrait être meilleure, plus riche et plus épanouissante pour chacun, offrant à tous des opportunités à la mesure de leurs capacités ou de leurs réalisations ». Près d'un siècle plus tard, ce rêve s'est estompé pour la plupart des citoyens américains. Une classe ouvrière appauvrie et une classe moyenne en déclin, des guerres sans fin et de profondes divisions politiques caractérisent ce pays où les opportunités étaient autrefois illimitées. D'autres pays occidentaux ont également été emportés dans le tourbillon du déclin : le Royaume-Uni, l'Italie, la France et désormais l'Allemagne sont eux aussi marqués par une désindustrialisation croissante et une amertume politique grandissante au sein de larges pans de la population. Pendant ce temps, un pays qui figurait parmi les quatre nations les plus pauvres de la planète il y a à peine 50 ans a connu une ascension spectaculaire : la Chine. Depuis les années 2010, le président Xi Jinping évoque le « rêve chinois », s'appropriant sans détour ce mythe américain. En Occident, les craintes d'une Chine toute-puissante sont omniprésentes. L'Union européenne a qualifié ce pays de « rival systémique », tandis que les États-Unis tentent depuis longtemps de se recentrer sur l'Asie pour contenir l'ascension de la Chine, considérée comme le principal défi à l'hégémonie américaine.

Fin de la pauvreté de masse

Sur le plan économique, les évolutions des quarante dernières années sont non seulement impressionnantes, mais aussi sans précédent dans l'histoire de l'humanité en termes d'ampleur et de rapidité. La Chine représente aujourd'hui environ un tiers de la production industrielle mondiale. Elle fabrique plus de produits que l'ensemble des pays du G7 réunis. (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada). Selon la Banque mondiale, 800 millions de personnes sont sorties de la pauvreté absolue et ont désormais atteint un niveau modeste de prospérité – il s'agit du programme de réduction de la pauvreté le plus réussi de l'histoire. La plupart d'entre elles vivent désormais



en ville. Quiconque parcourt aujourd'hui ce pays autrefois essentiellement agricole sera impressionné par le nombre de gratte-ciels qui ont poussé un peu partout comme des champignons au cours des dernières décennies. En traversant la Chine à bord de trains à grande vitesse – à une vitesse constante de 350 kilomètres à l'heure –, il ne s'écoule guère plus de quelques minutes sans que l'on aperçoive les contours de nouvelles villes de béton. Zhengzhou, autrefois une modeste capitale provinciale comptant quelques centaines de milliers d'habitants, compte désormais 12 millions d'habitants – soit à peu près la taille de l'agglomération de Los Angeles. Un réseau d'autoroutes urbaines et de routes à dix voies serpente à travers des quartiers de gratte-ciel qui semblent s'étendre à l'infini. C'est ici, dans les usines du géant de l'électronique Foxconn, qu'une grande partie des smartphones d'Apple était fabriquée ; la ville est d'ailleurs communément appelée « iPhone City ». Foxconn a depuis délocalisé une partie de ses capacités de production vers d'autres sites. À sa place, le constructeur automobile BYD construit actuellement la plus grande usine automobile du monde, couvrant une superficie équivalente à celle de San Francisco. La Gigafactory de Tesla au Texas pourrait tenir dix fois dans cet espace. Un nouveau véhicule sort de la chaîne de production toutes les quatre secondes ; d'ici quelques années, cela devrait être un par seconde. Selon la Banque mondiale, 800 millions de personnes sont sorties de la pauvreté absolue et ont désormais atteint un niveau modeste de prospérité – il s'agit du programme de réduction de la pauvreté le plus réussi de l'histoire. Tous les véhicules fabriqués à Zhengzhou sont des voitures électriques. Les

modèles les moins chers sont disponibles en Chine pour environ 11 000 dollars – et sont nettement supérieurs aux modèles occidentaux comparables, qui coûtent trois à quatre fois plus cher. Une recharge complète d'une batterie BYD prend désormais moins de dix minutes – contre une demi-heure au mieux pour une Volkswagen. L'industrie automobile allemande, qui n'a pas su suivre le rythme de la tendance à la mobilité électrique depuis longtemps, accuse un retard considérable et plonge actuellement dans une crise profonde marquée par des licenciements massifs. L'UE et les États-Unis ont réagi en instaurant des droits de douane pour protéger leurs marchés nationaux. Mais cela signifie que les voitures électriques restent excessivement chères des deux côtés de l'Atlantique. L'inévitable modernisation de la mobilité est encore retardée, et l'Occident prend encore plus de retard.

La modernisation de la Chine, un parcours d'obstacles

L'essor fulgurant de la Chine s'inscrit dans une histoire longue et mouvementée, qui a débuté par un déclin catastrophique. Jusqu'à une période avancée des XVII^e et XVIII^e siècles, l'Empire du Milieu surpassait l'Europe à bien des égards. La Chine n'avait pratiquement pas besoin des produits occidentaux ; elle produisait presque tout elle-même, et avec une qualité supérieure : textiles, verre, céramiques, navires et infrastructures telles que les célèbres canaux d'irrigation. En conséquence, la balance commerciale de l'Occident avec la Chine a été déficitaire pendant des siècles – comme c'est à nouveau le cas aujourd'hui. Pourtant, les empereurs de la dynastie Qing et leur État bureaucra-

tique ont raté le train de l'industrialisation qui se déroulait en Europe. Lorsque la Grande-Bretagne envahit la Chine lors de la première guerre de l'opium en 1839 avec ses navires de guerre à vapeur, le gouvernement de Pékin n'avait guère de moyens de s'opposer aux Européens. Les conséquences de cette invasion et des suivantes plongent le pays dans le chaos. Contraint par les « traités inégaux » de s'ouvrir aux compagnies commerciales occidentales, aux missionnaires et aux stupéfiants, l'Empire du Milieu s'enfonce de plus en plus dans les guerres civiles et la criminalité. Malheureusement, on n'apprend que très peu, voire rien, à l'école sur ce chapitre de l'histoire. Pour les Chinois, la période allant de la première guerre de l'opium à la fondation de la République populaire en 1949 est profondément gravée dans la mémoire collective comme le « siècle de l'humiliation ». La Chine ne doit plus jamais être soumise aux puissances étrangères. Elle doit être suffisamment forte, tant sur le plan économique que militaire, pour résister à de nouvelles invasions. La renaissance de la Chine en tant que puissance mondiale est donc aussi une sorte d'assurance-vie. Pour les Chinois, la période allant de la première guerre de l'opium à la fondation de la République populaire en 1949 est profondément gravée dans la mémoire collective comme le « siècle de l'humiliation ». La fondation de la République populaire a mis fin aux guerres civiles, au pillage économique et à l'ingérence des États étrangers.

(A suivre)

Article issu du blog Substack de Fabian Scheidler
Source: LVSL.fr; publié le 06/08/2026

LIBYE

Le secteur privé
aspire à contribuer
au développement
du pays

Des hommes d'affaires libyens ont examiné, dimanche à Syrte (nord de la Libye), les moyens de renforcer la contribution du secteur privé au développement du pays. Les participants au Forum économique de Syrte des hommes d'affaires, organisé par l'Union générale libyenne des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, ont débattu de plusieurs axes, notamment le renforcement de la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des projets de développement. Ils ont également traité de l'encouragement de l'investissement dans les domaines de la construction et des infrastructures, ainsi que de la promotion du partenariat entre les secteurs public et privé. Selon les médias locaux, ce forum vise à consolider le rôle du secteur privé dans le soutien à l'économie libyenne, à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et d'investissement, à développer les partenariats économiques et à améliorer le climat des affaires en Libye. Cette rencontre constitue également une occasion d'identifier les principaux obstacles à l'investissement en Libye et d'examiner les moyens de renforcer le cadre législatif et réglementaire régissant ce secteur.

Agence

MAURITANIE

Lancement de la
Saison de la culture
de la vallée

La ministre du Commerce et du Tourisme, Mme Zeinebou Mint Ahmednah, accompagnée du ministre de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement, M. El Houssein Ould Meddou, et du wali du Guidimakha, M. Dahmane Ould Beyrouk, a supervisé, ce samedi, à Sélibaby, le lancement de la Saison de la culture de la vallée, dans le cadre de la deuxième édition de la Saison du tourisme intérieur « Ma patrie... ma destination ». Dans un mot prononcé à cette occasion, la ministre du Commerce et du Tourisme a indiqué que l'organisation de cet événement constitue une traduction concrète d'une vision politique claire, dont les fondements ont été posés par Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lorsqu'il a appelé les citoyens à passer leurs vacances à l'intérieur du pays et à découvrir les richesses naturelles, culturelles et historiques dont regorge la Mauritanie. Elle a souligné que le Gouvernement a pris la mesure des dimensions économiques, sociales et nationales de cet appel et œuvré, dès le début, à sa concrétisation à travers des programmes pratiques mis en œuvre par le ministère du Commerce et du Tourisme, visant à diversifier l'offre touristique, valoriser les destinations intérieures, stimuler l'investissement, créer des emplois, autonomiser les jeunes et les femmes et renforcer la contribution du tourisme au développement local.

Agence

EGYPTE

La dette extérieure s'est élevée
à 164,78 milliards \$ en mars 2026

La dette extérieure de l'Egypte a atteint 164,78 milliards de dollars, en mars dernier, selon les chiffres les plus récents publiés par la Banque Centrale d'Egypte (BCE), soit une hausse légère de 0,5%, comparée au trimestre précédent.

Par Rédaction Internationale

La dette extérieure contractée par le gouvernement représente la moitié de cette somme, alors que la Banque Centrale, le secteur bancaire et d'autres entités gouvernementales constitue l'autre moitié. La dette extérieure a atteint un record de plus de 168 milliards fin 2023, avant de se replier à 152 milliards sur 6 mois, grâce à une transaction record d'échange de la dette en investissements, conclue entre le gouvernement égyptien et le gouvernement émirati, portant sur la vente de Ras El Hekma, un terrain de 170 km2 sur la Côte nord Grâce à une accélération des remboursements et à des réformes structurelles engagées fin 2024, le gouvernement compte s'acquitter de toutes les dettes pétrolières en juin 2026. Le ministère du Pétrole a annoncé que les arriérés de paiement dus aux compagnies étrangères de pétrole et de gaz ont chuté à environ 714 millions de dollars à la fin du mois d'avril 2026, selon un communiqué du ministère, diffusé samedi 2 mai. Le ministère souligne les efforts du gouvernement qui a réduit la dette de 6,1 milliards de dollars en juin 2024 à ce niveau fin avril 2026. Le premier ministre Mostafa Madbouly avait annoncé au début de l'année que le gouvernement avait pu baisser la dette des compagnies étrangères à environ 1,3 milliards de dollars et qu'il



comptait s'acquitter de la totalité de la dette en juin 2026. Le ministre du Pétrole, Karim Badawi, a précisé que la régularité des paiements mensuels, conjuguée à la réduction de la dette cumulée et à l'ensemble des mesures d'incitation mises en place, a permis de renforcer la confiance des partenaires. Ces efforts, selon lui, les encouragent à accroître leurs investissements dans les activités de recherche, d'exploration, favorisant ainsi la production nationale et permettant de réduire la facture des importations.

Dans le même contexte, la société Dana Gas a annoncé vendredi l'apurement total de ses créances impayées auprès de l'Egypte après avoir reçu un dernier versement de 20 millions de dollars. L'Egypte avait souffert d'une pénurie de devises étrangères après la guerre contre l'Ukraine en 2022, mais suite aux réformes économiques de mars 2024 qui ont compris l'adoption d'un taux de change flexible et la hausse des taux d'intérêts, la Banque centrale a pu reconstruire ses réserves et assurer le flux de capitaux étrangers.

À L'ARRÊT DEPUIS 2003

Syrie et Irak veulent relancer l'oléoduc Kirkouk-Banias

Mis en service en 1952, ce pipeline stratégique connectant les champs pétrolifères de l'est irakien à la Méditerranée via la Syrie a connu une histoire mouvementée, entre conflits et désaccords entre régimes. Bombardé et à l'arrêt depuis la dernière guerre d'Irak, il est aujourd'hui observé avec attention face aux tensions dans le détroit d'Ormuz. Rouvrir un robinet du pétrole irakien vers la Méditerranée : la Syrie et l'Irak sont en négociations pour remettre en état un oléoduc stratégique reliant les deux pays, a indiqué mardi 4 août un responsable syrien, précisant que les travaux devraient s'étaler sur environ trois ans. Cette annonce intervient alors que les pays de la région cherchent des alternatives au détroit d'Ormuz, verrouillé par l'Iran depuis le début de la guerre l'opposant aux Etats-Unis. Ce blocage a fortement perturbé les exportations de pétrole irakiennes, et en avril, Bagdad a annoncé avoir commencé à acheminer du brut par camion via la Syrie. L'Irak a dans le même temps signé le mois dernier un protocole d'accord avec Damas visant à remettre en service l'oléoduc connectant Haditha-Banias, destiné à transporter la production ira-

kienne vers les marchés d'exportation méditerranéens et au-delà. Cette section est historiquement reliée au Kirkouk-Banias, qui court sur près de 900 kilomètres, des champs pétrolifères de l'est irakien jusqu'au port syrien donnant sur la Méditerranée. Mise en service en 1952, cette voie stratégique a connu une histoire tumultueuse, interrompue pour de bon par les bombardements américains de la guerre en Irak de 2003. Les dommages avaient alors forcé Bagdad à se tourner vers des solutions alternatives, tandis que le régime syrien se voyait privé d'une infrastructure stratégique et d'une importante source de revenus. Syrie et Irak souhaitent désormais rétablir leur corridor énergétique, qui peut constituer une alternative à la voie de sortie obstruée du détroit d'Ormuz. A date, un seul oléoduc en service ne raccorde le pétrole d'Irak à la Méditerranée, via la Turquie et le "Kirkouk-Ceyhan".

L'américain Chevron sur les rangs

"Les négociations ont commencé en vue de finaliser le contrat" dans un délai de trois mois, a déclaré le PDG de la Société syrienne de pétrole (SPC), Youssef

Qablawi, lors d'une conférence de presse organisée sur le site pétrolier de Rmeilan, dans le nord-est du pays. Selon lui, les études techniques, les procédures d'appel d'offres et les travaux devraient durer "trois ans au maximum". M. Qablawi a qualifié ce projet d'"essentiel" pour la Syrie, estimant que la capacité de l'oléoduc se situait entre "1,5 million et 2 millions de barils par jour". Un consortium composé de trois entreprises, dont le géant américain Chevron, sera aux manettes du projet, dont les Etats-Unis ont salué en juillet "l'importance stratégique bilatérale et régionale". Les nouvelles autorités syriennes, qui ont renversé en décembre 2024 Bachar al-Assad au terme de plus de 13 ans d'une guerre civile dévastatrice, s'efforcent de relancer l'économie du pays et de rénover ses infrastructures. Au-delà de la remise en état de l'oléoduc, la Syrie veut porter sa propre production de pétrole à un million de barils d'ici 2030, contre quelque 100.000 actuellement, selon Youssef Qablawi. Damas contrôle désormais l'ensemble des gisements de pétrole et de gaz du pays, après s'être emparé, en début d'année, de zones du nord qui étaient auparavant sous contrôle kurde, notamment Rmeilan.

Synthèse R I.

SELON L'UNESCO

L'Afrique subsaharienne dépense 3,6 fois plus pour le service de sa dette que pour l'éducation

Alors que l'augmentation de la charge de la dette oblige la majorité des pays du Sud à restreindre leurs investissements dans l'éducation, l'organisation onusienne recommande aux institutions financières internationales et aux créanciers de sanctuariser des budgets dédiés à l'éducation dans les cadres d'allègement de la dette.

Synthèse R I.

Les pays d'Afrique subsaharienne allouent en moyenne 3,6 fois plus de ressources financières au service de la dette qu'à l'éducation, ce qui affaiblit les bases de leur future productivité et de la viabilité de leur dette à long terme, a averti l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Intitulé « Breaking the debt trap : policy paper on restoring fiscal space to save education », le rapport précise que huit pays de la région figurent parmi les dix-huit pays du Sud dont les paiements au titre du service de la dette sont au moins cinq fois plus élevés que les dépenses publiques dans l'éducation.

Avec un service de la dette 12,2 fois plus élevé que les dépenses dans l'éducation, l'Angola tient le haut du pavé à l'échelle régionale, devant la Sierra Leone (8,4 fois), la Gambie (6,2), la République du Congo (5,9), la Zambie (5,9), la République de Maurice (5,3), l'Ouganda (5,3) et le Tchad (5,1).

La situation n'est cependant pas spécifique à l'Afrique subsaharienne. Le montant consacré au service de la dette est désormais supérieur aux dépenses dans l'éducation dans la plupart des pays du Sud. En 2025, le service de la dette a été supérieur aux dépenses publiques dans l'éducation dans 113 pays du Sud où vivent quelque 6,1 milliards de personnes. Ce déséquilibre est encore plus marqué dans les pays à faible revenu où le

service de la dette absorbe 3,8 fois le montant des dépenses dans l'éducation, ce rapport étant de 3,3 pour les pays à revenu intermédiaire inférieur. La marge de manœuvre budgétaire disponible pour investir dans le développement social et économique est donc extrêmement limitée. À la différence des dépenses en capital ou des dépenses sociales, le service de la dette est essentiellement non discrétionnaire.

Les gouvernements en difficulté budgétaire tendent donc généralement à ajuster les budgets de l'éducation, qui sont souvent perçus comme flexibles à court terme, pour éviter d'être en défaut de paiement. De ce fait, le financement de l'éducation est devenu un poste résiduel dans les budgets gouvernementaux des pays du Sud lourdement endettés.

Un poids croissant de la dette intérieure

Depuis 2017, en moyenne, chaque dollar des États-Unis supplémentaire versé pour rembourser la dette a été associé, en valeur réelle, à une baisse d'environ 0,28 dollar des dépenses dans l'éducation. Résultat : 97 milliards de dollars manquent chaque année aux pays à revenu faible et intermédiaire pour atteindre les objectifs nationaux liés à l'objectif de développement durable (ODD) n° 4 des Nations unies (garantir l'accès à tous et toutes à une éducation équitable, gratuite et de qualité à travers toutes les étapes de la vie).

Sur le plan macro-budgétaire, cela affaiblit le développement des connais-

sances et des compétences, ce qui nuit à la productivité et, paradoxalement, réduit les recettes indispensables à la viabilité de la dette future. Ainsi, des ratios de service de la dette très élevés créent une sorte de réaction en chaîne qui fait que l'assainissement des finances publiques – par la réduction des dépenses sociales, notamment dans l'éducation – a des effets délétères à la fois sur les résultats en matière de développement et sur la dynamique à long terme de la dette. Alors que l'attention des pouvoirs publics, en Afrique comme ailleurs, a longtemps été tournée vers la dette extérieure, le rapport fait remarquer d'autre part que la dette intérieure apparaît aujourd'hui comme une source importante, et souvent plus préjudiciable, de pression sur les systèmes éducatifs.

À la différence de la dette extérieure, les emprunts domestiques dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire se caractérisent par leur courte échéance, la brièveté des délais de grâce, les taux d'intérêt élevés et la concentration des bases de créanciers au sein desquelles quelques banques commerciales dominent. En moyenne, une proportion de 62 % du service total de la dette est intérieure et 101 pays consacrent plus de la moitié du service de leur dette au remboursement de créances intérieures. Par conséquent, le service de la dette intérieure absorbe une grande partie des dépenses récurrentes et entre directement en concurrence avec la masse salariale du secteur social et ses budgets de fonctionnement.

POUR FLUIDIFIER L'UN DES PRINCIPAUX ACCÈS À ANTANANARIVO

Madagascar lance la construction du fly-over d'Anosizato

La congestion des accès à Antananarivo représente un défi croissant pour les autorités malgaches. Dans un contexte de dépendance au transport routier, les investissements dans les infrastructures urbaines gagnent en importance pour accompagner la hausse des flux de circulation.

Les autorités malgaches ont officiellement lancé, le vendredi 31 juillet, les travaux de construction du fly-over d'Anosizato, destiné à fluidifier le trafic sur l'un des principaux points de congestion d'Antananarivo. L'infrastructure vise à désengorger cet axe stratégique de l'entrée ouest de la capitale, quotidiennement emprunté par les véhicules ralliant ou provenant des régions de l'ouest du pays. Cette forte sollicitation entraîne des embouteillages récurrents, particulièrement aux heures de pointe, avec des conséquences sur les temps de trajet des usagers et des marchandises. Financé à hauteur de 28 millions USD par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et l'État malgache, le projet a été confié à l'entreprise China Geo-Engineering Corporation (CGC). La durée des travaux est estimée à 24 mois.

Selon les spécifications techniques, le futur échangeur comprendra un ouvrage d'art principal ainsi que des voies d'accès connectées aux routes nationales RN1 et RN58A. L'aménagement permettra de séparer les divers flux de circulation grâce à plusieurs bretelles d'entrée et de sortie, réduisant ainsi les causes des congestions. Le projet prévoit également des ouvrages sécurisés pour les piétons, ainsi que des espaces dédiés aux cyclistes. Ce projet d'infrastructure s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à moderniser le réseau de transport national. Madagascar demeure en effet fortement tributaire du transport routier pour la mobilité des personnes et l'acheminement des marchandises, alors qu'une part importante de son réseau reste non revêtu, affectant la connectivité intérieure et la performance logistique.

Le succès du projet dépendra toutefois d'une bonne intégration avec les autres aménagements urbains. La gestion des perturbations liées au chantier, la maîtrise des coûts, ainsi que la poursuite des investissements sur les axes routiers périphériques seront déterminantes pour que le nouvel échangeur produise les gains attendus en matière de mobilité et de fluidité du trafic.

Agence

GABON

Vaalco intensifie son forage à Etame pour enrayer le déclin de la production

En Afrique, une grande partie de la production pétrolière repose sur des champs découverts il y a plusieurs décennies. Prolonger leur durée de vie est devenu un enjeu stratégique pour les opérateurs qui y sont présents. Bien que le champ pétrolier d'Etame soit à maturité après plus de vingt ans de production, Vaalco Energy mise encore sur lui pour tenir ses objectifs. La société américaine a publié mercredi 5 août les résultats de deux nouveaux forages sur ce bloc offshore gabonais, selon un communiqué officiel publié le même jour. Le premier est un puits de gaz désormais en production qui servira à ali-

menter en énergie les installations du champ, remplaçant le diesel transporté par bateau. « Cela réduira les coûts et devrait améliorer le fonctionnement des puits existants », a déclaré George Maxwell, directeur général de Vaalco. La seconde opération est plus directement liée à la production de pétrole. Il s'agit de tester une zone encore peu explorée. Si les résultats sont positifs, un puits producteur sera foré dans la foule. Ces deux opérations s'inscrivent dans un programme engagé depuis la fin de l'année dernière. Comme l'a rapporté Agence Ecofin en juin 2026, un précédent puits avait produit plus de 8000 barils bruts par jour. Une perfor-

mance qui représente le meilleur résultat de Vaalco au Gabon depuis plusieurs années.

Un champ qui approche de ses limites

La production de Vaalco au Gabon est passée de 19 000 barils par jour en 2024 à 14 300 barils par jour en 2025. Environ 90 % des réserves du champ Etame ont déjà été extraites, d'après les estimations de GlobalData. Le champ devrait atteindre sa limite de rentabilité en 2029, précise la même source. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'objectif de production que la compagnie espère atteindre au terme de cette

année. Vaalco vise une production totale entre 20 100 et 22 400 barils par jour sur l'ensemble de ses actifs africains, indiquent ses résultats du premier trimestre 2026. Vaalco détient 63,6 % du bloc Etame dont elle est l'opérateur.

Ce défi est aussi celui du Gabon dans son ensemble. La production nationale est passée de plus de 350 000 barils par jour dans les années 1990 à environ 216 000 barils par jour en janvier 2026, d'après les chiffres de l'OPEP. Le pays tire l'essentiel de son pétrole de champs découverts il y a plusieurs décennies.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les bourses mondiales progressent légèrement

Les marchés boursiers mondiaux ont légèrement progressé lundi, alors que les cours du pétrole restaient globalement stables après l'annonce par l'Iran qu'il était sur le point de conclure un accord définitif avec Oman définissant de nouvelles voies de navigation dans le détroit d'Ormuz , et que les marchés attendaient les données clés sur l'inflation américaine prévues mercredi.

L'indice européen Stoxx 600 .STOXX a progressé de 0,1 %, tandis que les contrats à terme sur l'indice américain S&P 500 ESc1 ont grimpé de 0,2 % et ceux sur le Nasdaq, axé sur les technologies, ont gagné 0,4 % NQcv1 . L'Iran a déclaré dimanche qu'un accord avec Oman concernant le transit par le détroit d'Ormuz en était à ses dernières étapes, mais a réaffirmé que la voie maritime ne serait rouverte qu'une fois que les États-Unis auraient satisfait à d'autres conditions. Le Brent LCOc1 est resté pratiquement inchangé à 83,50 dollars le baril, le trafic maritime dans le détroit restant très limité, bien qu'il soit resté bien en deçà du pic de fin avril, qui dépassait les 126 dollars le baril. Les actions asiatiques ont progressé pendant la nuit, emboitant le pas aux valeurs de Wall Street, qui ont atteint un niveau record vendredi après la publication d'un rapport sur l'emploi américain moins bon que prévu , ce qui a incité les opérateurs à réduire leurs paris sur des hausses de taux de la Réserve fédérale. L'indice japonais Nikkei .N225 a progressé de 2,1 %, tandis que l'indice sud-coréen .KS11 a gagné 0,7 %.

Dans l'ensemble, l'indice MSCI des actions mondiales

.MIWD00000PUS a progressé de 0,1 % lundi. "Nous maintenons notre prévision selon laquelle la Fed ne procédera à aucune hausse des taux cette année", a déclaré Mohit Kumar, économiste senior spécialisé dans l'Europe chez Jefferies. "Le rapport sur l'inflation de cette semaine sera déterminant." Les économistes interrogés par Reuters s'attendent à ce que l'indice des prix à la consommation américain du mois de juillet ait progressé de 3,4 % en glissement annuel, selon les données qui seront publiées mercredi, contre 3,5 % le mois précédent. L'IPC sous-jacent, qui exclut les prix

volatils des denrées alimentaires et de l'énergie, devrait s'établir à 2,5 % en glissement annuel, contre 2,6 % en juin. "Si les cours du pétrole restent maîtrisés et baissent par rapport aux niveaux actuels, cela éviterait à la Fed d'avoir à relever ses taux", a déclaré M. Kumar. Les opérateurs sur le marché des contrats à terme sur les taux de la Fed 0#FF: ont revu à la baisse leurs anticipations d'une hausse des taux et estiment désormais à environ 45 % la probabilité d'une hausse en septembre, contre 67 % il y a une semaine. 0#USDIRPR

Les résultats financiers soutiennent les marchés boursiers

Les marchés boursiers du monde entier ont atteint des niveaux records ces dernières semaines, portés par de solides résultats d'entreprises. Les analystes de BofA ont noté qu'avec près de 90 % des résultats du S&P 500 déjà publiés, le bénéfice par action (BPA) était en hausse de 30 % sur l'année, hors plus-values d'Alphabet et d'Amazon. Le taux de dépassement des prévisions de BPA, à 76 %, a atteint son plus haut niveau depuis 2021. Les stratèges de JPMorgan ont revu à la hausse leur estimation du BPA pour 2026 à 365 dollars, soit une croissance annuelle de 35 %, et ont relevé leur objectif de cours pour l'indice S&P 500 de 7 800 à 8 000 points. L'indice s'établit actuellement à 7 758 points. Les publications de résultats sont moins nombreuses cette semaine, mais concernent notamment le fabricant de semi-conducteurs Applied Materials AMAT.O , le fabricant d'équipements réseau Cisco CSCO.O et la société spécialisée dans les infrastructures cloud CoreWeave CRWV.O . Les rendements des bons du Trésor à 10 ans US10YT=RR ont reculé d'un point de base à 4,643 %, le marché se préparant à 125 milliards de dollars de nou-

velles émissions cette semaine. Les marchés des changes sont restés globalement stables, l'euro s'établissant juste en dessous de son plus haut niveau depuis sept semaines, à 1,156 dollar EUR=EBS . Le dollar s'est apprécié de 0 ,4 % face au yen, à 158,48 JPY=EBS , même si les investisseurs restaient méfiants face à une éventuelle intervention.

Les responsables de la Banque du Japon ont mis en garde contre des risques d'inflation croissants qui pourraient nécessiter un rythme de hausse des taux d'intérêt plus rapide que prévu, comme l'a montré un résumé des opinions exprimées lors de leur réunion de juillet, renforçant ainsi les arguments en faveur d'une hausse en septembre.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Août 2026
Valeur : 11 Août 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.8901	132.9051
1	EUR EURO	153.2622	153.3060
1	GBP POUND STERLING	178.9766	179.0450
100	JPY JAPANESE YEN	84.0226	84.0533
1	CNY CHINESE YUAN	19.6895	19.6931
1	CHF SWISS FRANC	164.0821	164.1614
1	CAD CANADIAN DOLLAR	94.7929	94.8103
1	DKK DANISH KRONE	20.5030	20.5085
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0150	14.0192
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.9175	13.9249
1	AED UAE DIRHAM	36.1812	36.1873
1	SAR SAUDI RIYAL	35.3930	35.4008
1	KWD KUWAITI DINAR	432.5850	432.7747
1	TND TUNISIAN DINAR	45.0769	45.5299
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2891	14.2907
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8337	20.9405
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3173	3.3276
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6012	181.6012

EUROPE

Les Bourses sans direction claire à l'ouverture

Les Bourses européennes ont commencé la semaine sans direction claire, partagées entre leurs records de la semaine dernière et l'absence d'un accord de paix pour la réouverture du détroit d'Ormuz, laquelle permettrait une baisse des prix du pétrole. Après une heure d'échanges, Francfort progressait (+0,11%) emmenée par la société de diagnostics médicaux Qiagen (+2,36%) et le fabricant de semi-conducteurs Infineon (+2,29%). Inversement, Paris (-0,17%) et Londres (-0,21%) reculaient. En Asie, le Nikkei a clôturé en hausse de 2,07% à Tokyo. A Séoul, l'indice phare Kospi a terminé en progression de 0,65%. La Bourse de Taipei a pris 1,59%. La semaine dernière, plusieurs

indices européens (Paris, Francfort, Milan, Madrid) avaient battu des records. Ils ont été portés par les bons résultats trimestriels des entreprises, une croissance meilleure que prévu en zone euro et la baisse du prix du pétrole avec un énième espoir d'accord de paix entre les Etats-Unis et l'Iran pour la réouverture du détroit d'Ormuz. Lundi, les marchés restent préoccupés par la situation géopolitique au Moyen-Orient et attendent toujours un accord pour un retour à la normale dans le détroit d'Ormuz, voie de transit de 20% de la production mondiale de pétrole. Le détroit restera verrouillé tant que Washington n'acceptera pas "toutes" les conditions posées par Téhéran, ont prévenu di-

manche les Gardiens de la Révolution. Le président américain Donald Trump a renvoyé l'Iran à son "inflation galopante" et son économie en "très mauvais état", avec le risque selon lui que la République islamique ne puisse plus payer ses troupes. Vers 08H00 GMT, le Brent de la mer du Nord, référence en Europe, s'échangeait en légère hausse à 83,76 dollars le baril (+0,28%) et le WTI américain à 78,29 dollars (+0,14%). "Une nouvelle baisse soulagerait les marchés", souligne l'analyste John Plassard de Cité Gestion. Au contraire, une hausse alimenterait le cercle vicieux que redoutent les marchés, celui de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt, le remède classique des banques centrales pour

contenir la hausse des prix. "Des taux plus bas que prévu, en revanche, rendent l'emprunt moins coûteux" ce qui est important en particulier "pour les grandes entreprises technologiques" dont le développement repose pour une large partie sur l'endettement, selon Ipek Ozkardes-kaya, analyste de Swissquote.

Inflation et taux

"Cette semaine, toute l'attention se concentrera sur l'inflation américaine avec la publication des prix à la consommation mercredi, des prix à la production jeudi et des ventes au détail vendredi", rappelle John Plassard. Vendredi, les Bourses mondiales avaient touché des sommets également grâce... aux mauvais

chiffres du marché du travail américain, en recul de 23.000 emplois en juillet. Cette mauvaise nouvelle pour les salariés est une bonne nouvelle sur le front de la lutte contre l'inflation. "Les personnes qui perdent leur emploi et celles dont les salaires augmentent plus lentement seront tentées de dépenser moins" ce qui va permettre "d'atténuer les pressions inflationnistes et aiderait la Réserve fédérale (Fed)" à ne pas devoir augmenter ses taux, résume Ipek Ozkardes-kaya. Lundi, les taux d'emprunt des Etats étaient stables en Europe: 3,13% à dix ans en Allemagne, quasi 3,91% en France.

Agence

ALLEMAGNE

Le déficit commercial avec la Chine s'aggrave

Le déficit commercial de l'Allemagne avec la Chine s'est creusé au premier semestre 2026, Pékin s'efforçant de réduire sa dépendance vis-à-vis des importations européennes, selon des données préliminaires publiées dimanche par l'agence publique Germany Trade & Invest (GTAI).

Les exportations allemandes vers la Chine ont chuté de plus de 12% en glissement annuel pour s'établir à un peu moins de 37 milliards d'euros entre janvier et juin selon ces données, ce qui fait de la Chine le neuvième marché en importance pour les produits allemands. En 2021 encore, la Chine était le deuxième marché d'exportation. Cette année-là, l'Allemagne avait vendu à la Chine des marchandises pour une valeur de 104 milliards d'euros, malgré les effets de la pandémie. L'industrie manufacturière allemande est aujourd'hui confrontée à la fois aux droits de douane américains et à la concurrence chinoise, ce qui entraîne d'importantes suppressions d'emplois chez des piliers de l'industrie tels que le constructeur automobile Volkswagen. La Chine, en revanche, vend de plus en plus à l'Allemagne. Au premier semestre de cette année, l'Allemagne affiche un déficit commercial de quelque 55 milliards d'euros avec la Chine, contre environ 40 milliards d'euros au cours de la même période de 2025. Les importations allemandes en provenance de Chine ont augmenté de 8,9% pour atteindre 91,8 milliards d'euros sur cette période. Le volume total des échanges avec Pékin, premier partenaire commercial de Berlin, s'est élevé à plus de 128 milliards d'euros, soit trois milliards de plus qu'avec les États-Unis.



"La baisse des exportations vers la Chine s'explique par la faiblesse de l'économie nationale et par l'importance croissante accordée par la Chine aux chaînes de valeur nationales", a déclaré Corinne Abele, experte de GTAI pour l'Asie de l'Est. Les données montrent que des pays comme l'Autriche et la Suisse ont acheté davantage de produits allemands que la Chine en 2026. La moindre dépendance de la Chine vis-à-vis de l'Allemagne montre que le pays s'affranchit progressivement des puissances occidentales et comble son retard technologique, selon Vincent Stamer, économiste

à la Commerzbank. La Chine a dépassé les États-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Allemagne en 2025, après le retour du président américain Donald Trump à la Maison Blanche et le lancement de politiques tarifaires protectionnistes qui ont pesé sur les exportations allemandes vers les États-Unis. Les États-Unis restent le premier marché étranger de l'Allemagne, mais les exportations vers ce pays ont reculé d'environ 6% sur la période janvier-juin, pour s'établir à un peu plus de 74 milliards d'euros.

R.I

CHINE

L'indice des prix à la production en hausse de 3,5% en juillet

L'indice des prix à la production (IPP) chinois, qui mesure les coûts des biens à la sortie d'usine, a augmenté de 3,5% en glissement annuel en juillet, a annoncé dimanche le Bureau d'Etat des statistiques (BES). En base mensuelle, l'IPP a reculé de 0,7%

le mois dernier, selon les données du BES. En analysant les variations mensuelles, Dong Lijuan, statisticienne du BES, a indiqué que les facteurs importés avaient pesé sur les prix dans certains secteurs, que les facteurs saisonniers, notamment les

températures élevées, les fortes pluies et les typhons, avaient ralenti l'activité de construction et fait baisser les prix dans certains secteurs, tandis que la transformation industrielle et la montée en gamme de la consommation avaient stimulé la demande et fait grimper les

prix dans d'autres. Les données publiées dimanche montrent également que l'indice des prix à la consommation chinoise, un indicateur clé de l'inflation, a augmenté de 0,5% en glissement annuel en juillet.

APS

APRÈS UNE CHUTE HISTORIQUE DE 7 %

L'économie irlandaise surprend avec un spectaculaire rebond

PIB irlandais en hausse de 3,9% au T2 2025 selon le CSO, porté par les mêmes multinationales qui avaient provoqué une chute de 7% au trimestre précédent. Le Produit intérieur brut irlandais a progressé de 3,9% entre avril et juin, selon les données préliminaires publiées par le Bureau des statistiques irlandais (CSO) ce mercredi 29 juillet. Ce sur-saut intervient après un effondrement de 7% au premier trimestre, chiffre revu par le même organisme début juillet. La cause de ces soubresauts reste identique d'un trimestre à l'autre : les opérations comptables des multinationales, majoritairement américaines, qui ont établi leur siège européen sur l'île pour profiter d'une fiscalité particulièrement clémentine. Le CSO précise dans son communiqué que la hausse « est portée par une progression dans le secteur de l'information et de la communication, dominé par les multinationales ». Apple, Google, Meta

et une kyrielle de laboratoires pharmaceutiques ont transformé Dublin en plaque tournante fiscale, si bien que leurs mouvements de trésorerie ou leurs transferts de propriété intellectuelle suffisent à faire tanguer le PIB national dans des proportions que peu d'économies avancées connaissent. OpenAI illustre ce phénomène avec une précision presque comique. La société avait annoncé en 2023 l'installation de son siège européen à Dublin ; elle a confirmé lundi vouloir y recruter 250 personnes sur deux ans, ce qui reviendrait à plus que tripler ses effectifs irlandais. Une bonne nouvelle pour l'emploi local, certes, mais qui alimente aussi la dépendance structurelle du pays à une poignée de sièges sociaux dont les décisions se prennent à des milliers de kilomètres de là. Les données publiées le mois dernier par Eurostat avaient déjà révélé un repli inattendu de l'activité

dans la zone euro au premier trimestre, entièrement imputable à la chute irlandaise, initialement estimée à 12,1% avant d'être ramenée à 7% après révision. Un tel écart entre deux publications officielles, en l'espace de quelques semaines, en dit long sur la fragilité statistique d'une économie où la frontière entre activité productive et ingénierie fiscale devient poreuse. Difficile, dans ces conditions, de lire le PIB irlandais comme un thermomètre fiable de la santé économique du pays. Les ménages irlandais ne vivent ni le krach du premier trimestre ni l'euphorie du second. Ce grand écart trimestriel traduit surtout la capacité de quelques multinationales à faire varier leurs comptes selon leurs intérêts fiscaux du moment, une réalité que les instituts statistiques peinent encore à isoler proprement des chiffres nationaux.

R.I

ROYAUME UNI

Le nouveau Premier ministre veut s'attaquer aux abonnements difficiles à résilier

Downing Street annonce un serage de vis dès janvier prochain contre les pièges à l'abonnement et les fausses réductions pour préserver le pouvoir d'achat des ménages. D'après l'exécutif, ces souscriptions non désirées coûteraient 1,6 milliard de livres par an aux consommateurs. Le nouveau Premier ministre travailliste Andy Burnham s'apprête à engager une "tournée sur le pouvoir d'achat" au Royaume-Uni pour lancer ses réformes économiques. Le Premier ministre britannique Andy Burnham s'est engagé à sévir contre les abonnements difficiles à résilier et les fausses réductions, dans le cadre de mesures visant à favoriser le pouvoir d'achat des Britanniques, a indiqué ce dimanche 9 août Downing Street. Ces annonces interviennent alors que le nouveau dirigeant travailliste s'apprête à sillonner le pays pour échanger avec ses concitoyens sur les difficultés financières qu'ils rencontrent, a précisé son cabinet.

Des procédures de résiliation simplifiées

Dans un communiqué, M. Burnham a déclaré que "les gens en ont assez des réductions trompeuses et des pièges liés aux abonnements", ces derniers étant souvent difficiles à résilier ou même se renouvelant automatiquement à un tarif plus élevé. Il a affirmé que son gouvernement ferait en sorte qu'il soit "aussi facile de résilier un abonnement que de le prendre". Actuellement, les consommateurs britanniques "dépensent environ 1,6 milliard de livres sterling (1,87 milliard d'euros) par an pour des abonnements dont ils ne veulent pas réellement", a indiqué Downing Street. De nouvelles règles sont prévues pour janvier prochain, obligeant les entreprises à fournir aux clients "des informations plus claires dès le départ, des rappels réguliers et une procédure de résiliation beaucoup plus simple", selon les services du Premier ministre. Un nouveau délai de réflexion de 14 jours sera instauré pour permettre d'annuler son abonnement, ou lors du renouvellement d'un contrat à long terme, a annoncé le gouvernement. M. Burnham a également promis de s'attaquer aux "allégations trompeuses concernant les réductions" accordées aux clients, souvent basées sur des prix de référence gonflés.

Une tournée sur le pouvoir d'achat

Après avoir été pendant près de dix ans maire du Grand Manchester, dans le nord de l'Angleterre, M. Burnham s'est donné comme priorité de sortir la vie politique de Westminster, le quartier du pouvoir au centre de Londres. Selon le quotidien de gauche The Mirror, la "tourné sur le pouvoir d'achat" qu'il s'apprête à lancer va concerner toutes les régions du Royaume-Uni. "Je poserai une seule question : qu'est-ce qui rendrait vraiment votre vie meilleure ?", a déclaré M. Burnham au journal.

Agence

Une faille critique de BTCPay Server permet de voler des bitcoins

BTCPay Server, un processeur de paiement Bitcoin open source utilisé par des milliers de commerçants, a publié en urgence une version corrigée après la découverte d'une faille critique. Des attaquants ont exploité la vulnérabilité pour dérober des fonds. Des pirates ont par ailleurs mené une campagne de phishing contre les utilisateurs du portefeuille matériel Trezor au cours de la même période.



Un commerçant installe BTCPay Server pour encaisser des bitcoins directement sur son propre nœud, sans passer par une plateforme centralisée comme le ferait un processeur classique. Le 7 août, l'équipe du logiciel a annoncé qu'un attaquant non authentifié pouvait, à distance, récupérer les identifiants « macaroon ». Ces jetons protègent l'accès aux nœuds Lightning connectés à l'outil. Muni de ces identifiants, l'attaquant pouvait ensuite prendre le contrôle du nœud et déplacer les fonds. Le fondateur du projet, Nicolas Dorier, a publié le correctif, la version 2.4.2, dans la matinée, en demandant aux opérateurs de mettre à jour au plus vite ou d'éteindre leur serveur. Le Bitcoin Red Team, un collectif bénévole de chercheurs en sécurité, avait signalé la faille aux développeurs avant sa divulgation.

Les opérateurs doivent renouveler leurs identifiants après la mise à jour

En appliquant la mise à jour, les opérateurs ferment l'accès qu'exploitaient les attaquants. Les identifiants déjà volés continuent cependant de fonctionner tant qu'ils ne sont pas renouvelés. Pour cette raison, l'équipe du projet demande aux opérateurs de renouveler entièrement leurs macaroons, de supprimer le fichier macaroons.db, puis de redémarrer leur nœud Lightning pour en régénérer de nouveaux, comme le précisent les notes de publication. Les opérateurs doivent également changer les chaînes d'authentification des autres services connectés à l'instance. Toute personne ayant créé un portefeuille à chaud directement via BTCPay Server doit en outre déplacer ses fonds vers une nouvelle adresse et recréer ce portefeuille. Du côté des intégrateurs, NBXplorer,

l'outil d'indexation associé au logiciel, doit passer en version 2.6.10. Avant même la diffusion de l'alerte publique, deux entreprises reconnues de l'écosystème Bitcoin ont perdu le contrôle de leur nœud. Zach Herbert, directeur général de Foundation, fabricant du portefeuille matériel Passport, a découvert la disparition de son nœud avant de recevoir la moindre alerte. Le média Citadel21 a connu le même sort. Sur X, le message publié par BTCPay Server, que vous pouvez lire ci-dessus, a été vu plus de 550 000 vues en cinq heures. Il semble que la communauté des paiements en bitcoin se soit très vite inquiétée de la situation.

Des pirates attaquent en même temps les utilisateurs de Trezor via une publicité Google

La veille, des pirates ont attaqué les uti-

lisateurs du fabricant de portefeuilles matériels Trezor, par le biais d'une publicité sponsorisée sur Google. Ils ont placé une page Trezor contrefaite, hébergée sur Google Sites, au-dessus du site officiel du fabricant dans les résultats de recherche. Sur cette page, un certain David sur X a saisi sa phrase de récupération, avant de rapporter avoir perdu l'ensemble de ses économies. En 80 transactions, l'adresse concernée a recueilli 24,04 bitcoins, soit environ 1,4 million d'euros au cours actuel du Bitcoin. Les pirates ont ensuite déplacé la quasi-totalité de cette somme vers d'autres portefeuilles. Il n'en reste qu'environ 0,04 bitcoin sur l'adresse d'origine. En confirmant l'absence de compromission de ses appareils physiques, le fabricant a précisé que la phrase de récupération avait été saisie en dehors du portefeuille matériel. Le mode opératoire rappelle l'attaque survenue en mai contre des utilisateurs d'Uniswap. Ses auteurs avaient alors détourné environ 346 000 euros via un faux site. BTCPay Server et Trezor fonctionnent tous deux selon un principe d'auto-garde, sans opérateur central détenant les fonds au nom de l'utilisateur. Après le piratage de la plateforme centralisée Crypto.com en janvier 2022, son dirigeant avait promis la restitution des fonds volés à ses clients. Aucune entité équivalente ne peut apporter cette garantie aux utilisateurs de BTCPay Server ou de Trezor touchés cette semaine. Il ne reste plus qu'à attendre que Google retire la page frauduleuse et de savoir combien d'opérateurs BTCPay Server ont appliqué la mise à jour à temps pour évaluer l'étendue des pertes.

iPhone 17 : Apple pourrait augmenter ses prix

Est si l'iPhone 17 coûtait plus cher dès demain ? En effet, Apple pourrait réserver une mauvaise surprise aux futurs acheteurs : une mystérieuse rumeur venue de Chine évoque une hausse des tarifs dès le 10 août. L'information provient du leaker Fixed Focus Digital sur Weibo, qui a récemment publié un post faisant état de rumeurs sur un ajustement tarifaire imminent. Bien que la source ne confirme pas catégoriquement que la hausse aura lieu, elle pointe la date du 10 août comme échéance possible. La prudence s'impose d'autant plus que la publication reste vague sur les modèles concernés et sur l'ampleur de cette éventuelle hausse.

iPhone 17 : une gamme épargnée jusqu'ici par les hausses de juin



En juin dernier, Apple avait relevé les prix de ses Mac, iPad et

de la plupart de ses autres produits, invoquant une envolée des

coûts de mémoire et de stockage.

L'iPhone, l'Apple Watch, les AirPods, le Studio Display et les accessoires avaient alors été épargnés. La prochaine vague de hausses attendue par les analystes devait se concentrer sur l'iPhone 18 Pro, dont le lancement est prévu le mois prochain en compagnie de l'iPhone 18 Pro Max et du premier iPhone pliant d'Apple. Les modèles standards iPhone 18 et iPhone 18e, eux, ne sont pas attendus avant le printemps 2027. L'iPhone 17 restera donc le produit d'entrée de gamme d'Apple pendant encore plusieurs mois, ce qui pourrait justifier un ajustement tarifaire indépendant du cycle de lancement habituel. Si une hausse venait à entrer en vigueur lundi prochain, c'est-à-dire demain à l'heure où nous

écrivons ces lignes, son périmètre reste encore inconnu. Elle pourrait toucher l'ensemble de la gamme actuelle : iPhone 17e à 719 euros, iPhone 17 à 969 euros, iPhone Air à 1 229 euros, iPhone 17 Pro à 1 329 euros et iPhone 17 Pro Max à 1 479 euros, ou ne s'appliquer qu'à certains modèles. Apple n'a pour l'instant fait aucune déclaration officielle sur le sujet. La prudence du leaker lui-même invite à ne pas tenir cette information pour acquise. Fixed Focus Digital a alimenté par le passé des rumeurs fiables sur les produits Apple, mais son dernier post reste délibérément ambigu sur la certitude d'un tel mouvement. Rendez-vous donc demain pour découvrir si cette hausse de prix s'est finalement concrétisée ou si l'iPhone 17 a, on l'espère, conservé ses tarifs actuels.

A court d'argent, Aston Martin en est réduit à vendre son propre nom

Après avoir supprimé 20 % de ses effectifs en début d'année, Aston Martin continue de chercher de nouvelles sources de financement. Le constructeur britannique souhaite désormais céder une partie des droits d'exploitation de sa marque en dehors de l'automobile afin de lever des fonds. Une stratégie inhabituelle qui provoque déjà une vive réaction de ses créanciers.

Quelques mois après avoir annoncé la suppression de 600 emplois, soit 20 % de ses effectifs, ça ne va toujours pas fort pour Aston Martin qui continue de chercher à renforcer sa trésorerie. C'est ainsi que le constructeur britannique vient de conclure un financement pouvant atteindre 550 millions de livres (environ 635 millions d'euros). Mais, cette fois, ce ne sont ni les récentes DB12 ou Vanquish, ni une future nouveauté qui doivent contribuer à remplir les caisses. C'est son propre nom qui se retrouve au cœur de l'opération. Ce n'est d'ailleurs pas une première. Plus tôt cette année, Aston Martin avait déjà encaissé 50 millions de livres (environ 58 millions d'euros) en cédant les droits d'utilisation de son nom à l'écurie de Formule 1 qui court sous ses couleurs. Désormais, le constructeur souhaite vendre 50,1 % de ses droits de marque "hors automobile" à l'entreprise américaine Authentic Brands, spécialisée dans la gestion et l'exploitation de marques prestigieuses. Une nouvelle étape qui illustre les difficultés d'un constructeur dont la situation financière reste fragile.

Pourquoi Aston Martin veut-il vendre son nom ?

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, Aston Martin ne vend évidemment pas le nom apposé sur le capot de ses voitures. Les Vantage et Valhalla continueront de porter le célèbre emblème ailé. En revanche, une marque de prestige possède bien d'autres sources de revenus. Son nom peut être utilisé sur des vêtements, des accessoires, des montres, des appartements ou encore d'autres produits dérivés, grâce à des accords de licence. C'est



précisément cette activité "hors automobile" que le constructeur souhaite en partie céder. L'opération fait partie d'un montage financier destiné à sécuriser jusqu'à 550 millions de livres de financement supplémentaires, indispensables pour poursuivre ses investissements et assainir sa situation.

Une opération qui inquiète les créanciers

Mais si Aston Martin présente cette opération comme essentielle à son redressement, ses principaux créanciers ne l'entendent pas de cette oreille. Ceux-ci menacent désormais d'engager une action en justice afin de tenter de bloquer la transaction. Leur raisonnement peut se résumer

par une comparaison simple. Imaginez que vous empruntiez de l'argent en mettant votre maison en garantie. Quelques années plus tard, vous sollicitez un nouveau prêt et promettez cette fois le garage à une autre banque. La première risque de considérer que sa garantie vaut désormais moins qu'auparavant, puisque le garage ne fait plus partie des biens qu'elle pourrait récupérer en cas de problème. C'est exactement ce qui se passe chez Aston Martin. Les créanciers estiment que le constructeur utilise comme garantie les droits d'exploitation de sa marque hors automobile, alors que ces actifs étaient déjà censés sécuriser le remboursement de leur dette, estimée à 1,3 milliard de livres (environ 1,5 milliard d'euros). Selon eux, cette opération profiterait davantage au nouveau prêteur qu'à ceux qui financent déjà le constructeur depuis plusieurs années.

Le prestige ne suffit plus à garantir la santé financière

Si la bataille juridique pourrait être lancée, cette affaire raconte surtout l'évolution d'un constructeur confronté depuis plusieurs années à une succession de difficultés financières. Levées de fonds, restructurations, réduction des investissements, suppressions de postes, vente des droits de son nom en Formule 1... Aston Martin multiplie les solutions pour dégager des liquidités. L'une des marques automobiles les plus emblématiques au monde, associée à James Bond, au luxe et au grand tourisme britannique, cherche désormais à tirer de la valeur de son principal actif immatériel : son nom. Une stratégie qui montre qu'aujourd'hui, même le prestige d'Aston Martin ne suffit plus à faire vivre le constructeur.

Toyota : résultats en baisse mais prévisions en hausse, le paradoxe du numéro un mondial

Toyota a surpris les marchés en relevant ses prévisions annuelles et en annonçant un vaste programme de rachat d'actions. Pourtant, le constructeur japonais vient d'enchaîner un cinquième trimestre consécutif de baisse de son bénéfice opérationnel. Des annonces qui masquent néanmoins une situation beaucoup moins favorable qu'il n'y paraît. À l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels ce 4 août 2026, Toyota a revu à la hausse son objectif de ventes pour l'exercice en cours, désormais fixé à 9,7 millions de véhicules, dont plus de 5 millions d'hybrides, un record historique pour le constructeur japonais. Fort de ces perspectives, le numéro un mondial a également relevé de 13 % sa prévision de bénéfice opérationnel (le profit généré par son activité avant les éléments financiers et fiscaux) et annoncé un vaste programme de rachat d'actions pouvant atteindre 1 000 milliards de yens (environ 6,3 milliards de dollars, soit 5,4 milliards d'euros), une opération généralement destinée à soutenir le cours de Bourse et à rémunérer les actionnaires.

Pourtant, ces annonces contrastent avec les résultats publiés. Sur le trimestre écoulé, le bénéfice opérationnel de Toyota a reculé de près de 9 %, marquant un cinquième trimestre consécutif de baisse. Un paradoxe qui n'a d'ailleurs pas totalement convaincu les investisseurs : malgré ces annonces optimistes, le titre Toyota a terminé la séance en recul de 1,5 % à la Bourse de Tokyo.

Ce ne sont pas les ventes qui expliquent cet optimisme

À première vue, on pourrait croire que Toyota revoit ses ambitions à la hausse parce que ses ventes accélèrent. En réalité, la principale explication est un peu plus complexe que ça. Le constructeur bénéficie d'abord d'un yen beaucoup plus faible que prévu. Or, lorsqu'une entreprise exporte des millions de véhicules dans le monde, chaque voiture vendue en dollars ou en euros rapporte davantage une fois les recettes converties en yens. D'autres facteurs jouent également en sa faveur. Toyota estime désormais que la guerre au Moyen-Orient pèsera moins lourd que prévu sur



ses comptes, notamment grâce à la mise en place de nouvelles routes logistiques qui contournent en partie le détroit d'Ormuz. À cela s'ajoute la très bonne rentabilité de ses modèles hybrides, particulièrement en Amérique du Nord. Autrement dit, c'est davantage l'environnement éco-

nomique qui s'améliore que l'activité de Toyota elle-même.

Les difficultés de fond restent bien présentes

Les principaux défis du constructeur n'ont en effet pas disparu. À l'échelle

mondiale, ses ventes ont reculé de 3,5 % sur le trimestre. La situation reste particulièrement difficile en Chine, où Toyota a vu ses ventes chuter de 28 %, sous la pression croissante des constructeurs locaux spécialisés dans les véhicules électriques. Au Moyen-Orient, la guerre a également entraîné une baisse d'un tiers des ventes. Après BMW, Mercedes-Benz ou Volkswagen, le numéro un mondial est donc lui aussi confronté à la montée en puissance des marques chinoises sur le premier marché automobile de la planète. Si les hybrides continuent de soutenir sa rentabilité sur d'autres marchés, ils ne suffisent plus à compenser entièrement les difficultés rencontrées en Chine. Toyota rappelle ainsi qu'un relèvement des prévisions ne signifie pas forcément que l'activité repart. Le constructeur vend moins de voitures sur plusieurs marchés clés, mais bénéficie d'un contexte économique plus favorable. Un équilibre fragile que les investisseurs n'ont manifestement pas jugé suffisant pour s'enthousiasmer.

Mots fléchés

SAUCISSE SUISSE HABITE À SION		PROMOTION DÉCLIN		CANTON PLAQUE DE NEIGE		CONTINENT PRONOM PERSONNEL		AU BORD DU LAC LÉMAN		ABATTU	
								PETIT POÈME TENTONS			
RÉVOLTE ATTAQUE CÉRÉBRALE										ADVERBE	
			CALE D'USINAGE JOINDRAIENT			ALLER AU TRIBUNAL FACTEUR SANG					
MÉPRISE PEINTRE NÉ À BERNE							DÉCORÉ				
				TRAVERSE LE LÉMAN TRANSPORT PARISIEN						CREUSÉE	
ACQUITTÉE LIEU DE TRAVAIL							FAIS UN EFFORT ENTRE TERRE ET MER				
					PRONOM RÉFLÉCHI MER GRECQUE			MAUVAIS NUMÉRO POUR UN LOUIS LIQUIDE			
AFFLUENT DU RHIN	POMPE À BIÈRE GRAPPIN								CONIFÈRE ERMITE		
				STATION DE SKI BOVIDÉ AFRICAIN							SOLVANT
PROVERBE RALENTIRA						ROUBLARDE COLORÉ					
								DÉMONS- TRATIF INSTRUMENT À VENT			
JEU DE PALETS		FLEUVE ESPAGNOL DANS LA GAMME			POIDS EN OR POSSESSIF					ROULÉ	
							RETIRÉE				
RÉSEAU FAMILIER				AMERTUME							

Le Brent en hausse à près de 84,5 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse lundi, le marché faisant face à de nombreuses incertitudes relatives à l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 1,05% à 84,43 dollars en début d'échanges matinales. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 1,01% à 78,97 dollars. De son côté, le gaz européen (souvent plus volatil que le pétrole) montait plus fortement, dopé par de vives inquiétudes sur le réassort des stocks en Europe avant l'hiver.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 11 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



FEUX DE FORÊT

39 incendies maîtrisés en 24 heures et trois toujours en cours

La Protection civile fait état ce lundi de 42 incendies de couvert végétal, de meules de foin et de palmeraies enregistrés au cours des dernières 24 heures. Selon le bilan communiqué par l'institution, 39 incendies ont été complètement maîtrisés par les équipes d'intervention, tandis que trois foyers restent toujours en cours dans les wilayas de Jijel, Sétif et Médéa.

À Jijel, un incendie de forêt s'est déclaré dans la commune de Texenna, au lieu-dit Sandouh. Les opérations d'intervention se poursuivent afin de venir à bout des flammes.

Dans la wilaya de Sétif, un incendie de forêt enregistré dans la commune de Djemila, au lieu-dit Thrija, demeure également en cours. Les équipes de la Protection civile poursuivent leurs opérations sur le terrain.

Le troisième incendie encore actif est signalé dans la wilaya de Médéa, selon le bilan de la Protection civile, qui précise que les opérations d'extinction se poursuivent.

HADJ 2027

L'ONPO réunit les agences de tourisme habilitées

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a tenu, au siège du consulat général d'Algérie à Djeddah, une rencontre d'orientation avec les représentants des agences de tourisme et de voyages algériennes habilitées à organiser la saison du hadj 1448H/2027, afin de finaliser les contrats pour les quotas attribués à chaque agence, indique lundi un communiqué de l'Office.

Présidée par le Directeur général de l'ONPO, Tahar Braik, cette rencontre a été consacrée à "la présentation d'orientations et d'instructions relatives au cadre et aux règles de travail de la délégation préparatoire, en coordination avec les représentants des agences de tourisme, afin de finaliser les contrats pour les quotas attribués à chaque agence et de garantir une préparation optimale de la saison du hadj", précise le communiqué.

Cette rencontre s'est déroulée en présence du consul général, Mohamed El Habib Zahana, et des membres de la délégation préparatoire multisectorielle.

DIPLOMATIE

L'Algérie remet le ressortissant allemand libéré aux autorités de son pays

L'Algérie a remis aux autorités allemandes, lundi au siège du ministère des Affaires étrangères, le ressortissant allemand Ulumaskan Sinan, qui a été enlevé par un groupe criminel armé alors qu'il se trouvait au Niger. Le Secrétaire général du ministère, M. Lounès Magramane, a supervisé l'opération de remise du ressortissant allemand à l'ambassadeur de son pays auprès de l'Algérie, M. Georg Felsheim.

S'exprimant à cette occasion, M. Magramane a indiqué que "ces développements positifs viennent couronner les efforts déployés par les institutions de l'Etat algérien, notamment les corps de sécurité relevant du ministère de la Défense nationale, auxquels nous adressons nos remerciements et notre reconnaissance pour la libération du ressortissant allemand, qui a été transféré, vendredi soir, dans les meilleures conditions, de la Base de déploiement secondaire d'In Guezzam vers la Base aérienne de Boufarik".

A ce propos, il a précisé que "les autorités algériennes se sont immédiatement assurées du bon état de santé de M. Ulumaskan Sinan, dès sa réception, et ont tenu les autorités allemandes informées de l'ensemble des développements, jusqu'à son retour sain et sauf dans son pays auprès des siens".

Il a, dans ce contexte, souligné que "les différents services de l'Etat algérien ont veillé au succès de cette opération, à l'instar de plusieurs autres opérations de libération d'otages menées par le passé, et qui ont mis en évidence le rôle pionnier de l'Algérie dans les initiatives de médiation, de dialogue et de concertation, ainsi que son devoir humanitaire de préserver la vie et la dignité de tout citoyen, quel que soit son pays, et où qu'il se trouve".



M. Magramane a, par là même, rappelé que "l'Algérie, de par son expérience et son passé, s'opposera toujours à toutes les formes d'extrémisme violent, aux actes criminels et terroristes et aux pratiques odieuses d'enlèvement et de paiement de rançons, dont elle a contribué, de manière reconnue et exemplaire, à la criminalisation au sein des instances internationales".

Il a également souligné que "tout ce qui porte atteinte aux pays voisins nous affecte inévitablement", notant que "la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'ensemble des pays frères et amis demeureront parmi les priorités de

l'agenda politique et diplomatique défini par les hautes autorités de l'Etat algérien, conformément aux hautes instructions et orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

De son côté, l'ambassadeur d'Allemagne auprès de l'Algérie, M. Georg Felsheim, a adressé ses remerciements aux autorités algériennes pour tous les efforts qu'elles ont déployés et pour leur rôle constructif ayant permis au ressortissant allemand de retourner en Allemagne en toute liberté. Le ressortissant allemand, Ulumaskan Sinan, a lui aussi adressé ses remerciements aux hautes autorités du pays ainsi qu'à l'Armée nationale populaire (ANP).

APS

FEUX DE FORÊT EN ESPAGNE

Poursuite de l'extinction d'un important incendie en Andalousie

Les pompiers espagnols continuaient lundi à lutter contre un important incendie qui se propage rapidement dans le sud-ouest de l'Espagne, et a forcé l'évacuation d'environ 800 personnes à cause des vents changeants et du terrain accidenté, ont indiqué les autorités régionales. Plus de 600 pompiers et 26 moyens aériens sont mobilisés pour tenter d'éteindre ce feu de forêt qui s'est déclenché la semaine dernière dans la province de

Huelva en Andalousie, a précisé le conseiller régional chargé des situations d'urgence, Antonio Sanz. "Nous faisons face à un feu extrêmement difficile, complexe et dangereux, avec des conditions météorologiques qui ne nous offrent aucun répit. C'est une course de fond semée d'obstacles", a-t-il déclaré. "Il faut être réaliste: rien ne laisse présager que l'incendie sera maîtrisé de sitôt. Il nous reste encore des heures, voire probablement

des jours, de travail intense devant nous", a alerté M. Sanz. Les pompiers ont travaillé toute la nuit de dimanche à lundi, allumant des contre-feux et aménageant des pare-feux, mais le terrain accidenté et les conditions météorologiques ont ralenti leurs progrès, selon les autorités. "Plus de 20.000 hectares de terrain sont actuellement encerclés par les flammes, ce chiffre correspond à la superficie délimitée par la ligne de feu et ne signifie pas que toute

cette surface a brûlé", précise-t-on de même source.

Lundi, les 300 habitants du petit village d'El Madrono ont été évacués, portant à 800 le nombre total de personnes ayant dû quitter leur domicile à cause de cet incendie. L'Espagne a connu un début d'été marqué par plusieurs incendies dévastateurs qui ont contraint des milliers de personnes à évacuer, notamment dans le centre du pays.

Agence

ENTMV

D'importants efforts déployés pour offrir aux voyageurs des services de qualité

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) veille en permanence à offrir aux voyageurs des services de qualité et à assurer leur confort sur l'ensemble de ses lignes maritimes, notamment durant la saison estivale, période au cours de laquelle de nombreux membres de la communauté nationale établie à l'étranger regagnent l'Algérie pour y passer leurs vacances.

Lors d'une traversée entre Alger et Marseille, l'APS a pu mesurer les efforts déployés pour améliorer les services à bord du car-ferry Tariq Ibn Ziyad et les conditions de prise en charge des voyageurs, notamment en termes de confort, d'accueil et de sécurité, à la lumière de la forte dyna-

mique enregistrée sur cette ligne durant la saison estivale.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre du programme tracé en vue de consolider les liens entre les membres de la communauté nationale établie à l'étranger et la mère patrie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

A bord du Tariq Ibn Ziyad, la satisfaction est au rendez-vous. Plusieurs voyageurs ont loué la propreté du navire et la qualité de l'accueil et des services proposés. Une qualité de prestations essentielle pour les membres de la diaspora, qui sont nombreux à privilégier la voie maritime pour regagner le pays. De son côté, le commissaire de

bord du Tariq Ibn Ziyad, Rabah Ghadi, a expliqué que les efforts déployés par l'équipage du navire portent principalement sur le maintien de la qualité des services offerts aux voyageurs et sur la garantie de leur sécurité tout au long de la traversée. Compte tenu de l'importance du transport maritime, le Tariq Ibn Ziyad a bénéficié récemment de travaux de rénovation et de modernisation ayant concerné les dispositifs de sécurité et les équipements liés au confort des voyageurs, permettant ainsi d'offrir les meilleures conditions de voyage, comme il a été constaté lors de la traversée Alger-Marseille.

A bord de ce navire, les missions de l'équipage s'articulent autour de plusieurs fonc-

tions essentielles : garantir la sécurité de la traversée, veiller à la qualité des services proposés et assurer le confort et le bien-être des passagers durant le voyage. Au-delà de l'aspect lié aux services, les traversées maritimes s'inscrivent également dans une histoire et une mémoire profondément liées au transport maritime algérien. Les navires de l'ENTMV occupent, à ce titre, une place particulière dans la mémoire de plusieurs générations de voyageurs et de marins. Au fil des années, ils ont accompagné les déplacements de nombreuses familles algériennes entre les deux rives de la Méditerranée, contribuant à maintenir les liens entre l'Algérie et sa diaspora.

R E.